

PARLEMENT EUROPEEN



DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES

DOCUMENT DE TRAVAIL

ASPECTS JURIDIQUES DE LA COOPERATION TRANSFRONTALIÈRE ENTRE
DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS D'ENSEIGNEMENT OU DE RECHERCHE

SÉRIE AFFAIRES JURIDIQUES

W 1

FR-2-1992

Cette étude n'engage pas le Parlement européen en tant qu'institution.

Rédaction : Division des Affaires budgétaire, culturelles et droit comparé
Direction Générale des Etudes

Parlement européen
L - 2929 LUXEMBOURG

Décembre 1991

**Aspects juridiques de la coopération transfrontalière
entre des établissements publics d'enseignement ou de recherche**

SOMMAIRE

	Page
Introduction	4
I. Au niveau communautaire	5
a) Le groupement européen d'intérêt économique	5
b) La coopération dans le cadre de la mise en oeuvre de programmes communautaires	10
II. Le recours aux instruments de droit national et de droit international	11
III. La coopération transfrontalière interrégionale	12
a) La convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la coopération transfrontalière des collectivités et autorités territoriales	13
b) Les accords interétatiques. La coopération interrégionale: quelques exemples	15
c) La politique régionale communautaire - L'INTERREG. Perspectives d'évolution	18
IV. Bibliographie	21
V. Annexes	28
1. Règlement (CEE) n 2137/85 du Conseil du 25 juillet, relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique, J.O. L 199 du 31.07.1985.	
2. "Mesures d'application du Règlement n 2137/85 du Conseil du 25.07.1985 dans les Etats membres", CCE, XV/B/3, septembre 1991.	
3. Convention Benelux concernant la coopération transfrontalière entre collectivités ou autorités territoriales (signée le 12 septembre 1986).	
4. Convention entre le Royaume des Pays-Bas, la République Fédérale d'Allemagne, le Land de la Basse-Saxe et le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et d'autres entités publiques (signée le 23 mai 1991).	

Introduction

A l'origine de la présente étude se trouve une question formulée par un parlementaire européen à la Direction Générale des Etudes, et qui peut intéresser un vaste public : quels sont les instruments juridiques disponibles, ainsi que leurs limitations, dont disposent deux (ou plus) établissements publics du domaine de l'enseignement ou de la recherche, appartenant à des Etats membres différents et désirant établir entre eux une coopération transnationale fondée sur l'existence de "structures communes" ?

Plus qu'une description des possibilités générales de coopération transfrontalière dans les domaines de l'enseignement et de la recherche, la question soulève deux problèmes spécifiques :

- le caractère public des établissements considérés,
- le caractère institutionnalisé de la coopération envisagée, qui pourrait même impliquer la création d'une nouvelle entité et qui dépasse donc les simples contacts informels.

Cette étude ne procède pas à un inventaire exhaustif et à un examen détaillé des divers instruments susceptibles, dans le cadre indiqué, d'utilisation. Une telle approche impliquerait, en effet, soit la détermination préalable du (des) cas de coopération envisagé(s), soit une connaissance approfondie des douze systèmes de droits nationaux.

Le but de cet exposé, beaucoup plus modeste, n'est que celui de dresser un tableau général de quelques solutions possibles, ainsi que certaines de leurs limites ou de leurs éventuelles implications.

L'étude débute par l'analyse de certains instruments offerts par le droit communautaire, une attention particulière étant accordée à une formule relativement récente : le groupement européen d'intérêt communautaire. D'autres instruments de droit communautaire, dans le domaine spécifique de la politique régionale, sont aussi mentionnés au dernier point (III, c).

Dans la partie II, des solutions possibles dans le cadre des droits nationaux et du droit international non communautaire sont effleurées, ainsi que des problèmes soulevés par ces mêmes solutions.

Compte tenu du cadre privilégié de collaboration offert par la coopération transfrontalière régionale, un chapitre autonome (partie III) a été réservé à ce dernier domaine.

I. AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE

a) Le groupement européen d'intérêt économique

L'instrument juridique applicable au cas d'espèce est le groupement européen d'intérêt économique (ci-après dénommé GEIE).

Cet instrument résulte de l'adoption, le 25 juillet 1985, par le Conseil, du Règlement (CEE), n 2137/85 (annexe 1).

Le GEIE constitue une entité nouvelle, la première personne morale de droit communautaire en matière de droit des sociétés, puisque les projets de société anonyme européenne, bien que largement antérieurs, n'ont pas encore abouti¹.

Le but du GEIE, destiné spécifiquement à la coopération transnationale, est "de faciliter ou développer l'activité économique de ses membres, d'améliorer ou d'accroître les résultats de cette activité; il n'est pas de réaliser des bénéfices pour lui-même. Son activité doit se rattacher à l'activité économique de ses membres et ne peut avoir qu'un caractère auxiliaire par rapport à celle-ci" (article 3 du Règlement n 2137/85).

A la lumière de l'expression "activité économique", on pourrait penser que la recherche et l'enseignement ne sont pas des activités incluses dans le champ d'application du Règlement et qu'elles ne peuvent pas faire l'objet de la création d'un GEIE.

Toutefois, le considérant n 5 du Règlement dispose que la notion "d'activité économique" doit être interprétée dans le sens le plus large du terme. Cette expression fait donc référence non seulement aux activités à caractère économique, mais aussi aux activités "à finalité économique".

Une partie importante des activités de recherche est contenue d'ailleurs dans le titre VI de l'Acte Unique européen et dans l'objectif défini à l'article 130F du Traité CEE : celui de renforcer les bases scientifiques et technologiques de l'industrie européenne et de favoriser le développement de sa compétitivité internationale². Le paragraphe 2 de l'article 130F de l'Acte Unique stipule, pour la Communauté, un devoir de soutien des efforts de coopération des entreprises, des centres de recherche et des universités, en visant tout particulièrement à leur permettre d'exploiter pleinement les potentialités du marché intérieur.

1. Les "entreprises communes" mentionnées à l'article 130 O du Traité CEE (et dont la création exige une décision prise par le Conseil des Communautés européennes à l'unanimité, selon l'article 130 Q, paragraphe 1) n'existent, pour le moment, que dans le domaine du Traité EURATOM (chapitre 5).

2. Lors du Conseil européen qui s'est déroulé à Maastricht les 9 et 10 décembre 1991, il a été décidé d'élargir l'énoncé de cet objectif à la promotion de toutes les actions de recherche jugées nécessaires au titre d'autres chapitres du futur traité d'Union européenne et de clarifier la portée générale des dispositions de celui-ci relatives à la recherche et au développement technologique.

D'autre part, la politique commune de formation professionnelle (article 128 du Traité CEE) et la coopération communautaire dans le domaine de l'éducation (mise en place progressivement depuis 1974) sont devenues des priorités dans la perspective du grand marché et de l'Europe des citoyens. La valorisation et le développement des ressources humaines et de leur mobilité sont essentiels en vue d'assurer et de renforcer le progrès économique, la croissance d'emploi et la compétitivité, ainsi que la cohésion économique et sociale dans la Communauté³.

Rien ne semble donc s'opposer, à priori, à ce que des GEIE puissent être constitués aux fins d'activités de recherche ou d'enseignement, dès qu'ils ont un caractère auxiliaire par rapport à l'activité de leurs membres.

Pour ce qui est de la nature juridique des organismes concernés (des établissements publics), l'article 4.1.a) du Règlement leur permet d'être membres d'un GEIE. Au delà des personnes physiques exerçant certains types d'activité, ou encore des sociétés, au sens de l'article 58, deuxième alinéa du Traité CEE, cette possibilité est en effet ouverte ("aussi largement que possible" - considérant n° 6 du Règlement) aux "autres entités juridiques de droit public ou privé, constituées en conformité avec la législation d'un Etat membre, qui ont leur siège statutaire ou légal ou leur administration centrale dans la Communauté". Cette disposition du Règlement vise à éviter une interprétation trop restrictive de l'article 58, deuxième alinéa, du Traité de Rome⁴ - elle n'exclut donc pas certaines entreprises publiques, des organismes scientifiques à caractère public ou semi-public, et même des entités sans but lucratif mais ayant une activité économique, telles que les associations.

Le GEIE est un instrument juridique qui se situe à mi-chemin entre la coopération sous la forme purement contractuelle et la coopération sous la forme sociétaire.

Le recours à cet instrument présente des avantages considérables, notamment dans le domaine de la recherche, à savoir :

- une très grande souplesse juridique, alliée à la possibilité de disposer d'une structure de coopération stable et dotée, à partir de son immatriculation, de la pleine capacité juridique. En effet, une très grande latitude est laissée aux membres dans l'organisation de leurs rapports et dans le choix des modalités de fonctionnement interne du GEIE, au sein duquel ils conservent leur indépendance économique et juridique; les formalités de constitution et les règles contraignantes ont été réduites au maximum; sur le plan financier, on vérifie la non-exigence d'un capital obligatoire; le résultat provenant des activités du gouvernement n'est imposable qu'au niveau des membres (transparence fiscale);

³. Lors du récent sommet de Maastricht, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays de la Communauté ont décidé d'étendre et de redéfinir, dans le futur traité d'Union européenne, certaines compétences communautaires en matière d'éducation et de formation professionnelle, en prévoyant notamment un devoir d'encouragement de la coopération entre les établissements d'enseignement des Etats membres.

⁴. Cet article inclut "les sociétés de droit civil ou commercial, y compris les sociétés coopératives, et les autres personnes morales de droit public ou privé, à l'exception des sociétés qui ne poursuivent pas de but lucratif".

- une position renforcée dans les négociations de contrats internationaux de recherche, ainsi que le renforcement de la cohésion entre les membres eux-mêmes; une structure permettant de mieux soutenir, représenter et promouvoir les intérêts du groupe auprès des autorités régionales, nationales et communautaires;
- la nécessité d'un seul document juridique (le contrat de groupement), tandis que la création d'un consortium, repose généralement sur la constitution d'un réseau d'accords bilatéraux et multilatéraux entre les membres du consortium.

La création d'un GEIE dans le domaine de la recherche peut viser, par exemple, la mise en place d'une structure de coordination d'activités ou de gestion d'un équipement, d'un réseau de chercheurs ou d'une banque de données, ainsi que la création d'un centre commun de recherche. En outre, elle peut constituer un instrument de l'institutionnalisation d'une pratique de coopération interrégionale.

En effet, la coopération interrégionale⁵ offre au GEIE un vaste champ d'application qui jusqu'à présent a été insuffisamment exploité.

Parmi les exemples les plus récents de recours à cet instrument communautaire par des régions envisageant l'institutionnalisation de leur coopération, on signale la constitution du GEIE de la Route des Hautes Technologies de l'Europe du Sud (GEIE RHT EUROSUD)⁶. Huit régions de la France, de l'Italie et de l'Espagne, représentant une population d'environ 37 millions d'habitants, participent à ce projet : Paca, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées; Piémont, Lombardie et Ligurie; Catalogne et Région de Valence. Les objectifs du réseau (dont la mise en oeuvre est prévue pour janvier 1992) concernent le transfert de technologies, la coopération industrielle et la création de partenariats entre PME/PMI, la participation commune à des programmes de recherche et de développement, notamment à des programmes communautaires tels que EUREKA, BRITE et ESPRIT, la mise en place d'un réseau scientifique et technique et la coopération dans le domaine de l'enseignement technologique supérieur. La structuration d'un arc méditerranéen de régions "fortes", axé sur les secteurs de la recherche, de la formation supérieure et de la coopération technologique et industrielle est envisagée. Mais le GEIE se propose aussi d'étendre son activité "aux régions méditerranéennes de la Communauté les moins favorisées en vue de favoriser les atouts et le potentiel industriel et scientifique de l'Europe du Sud toute entière". Une action de promotion au niveau international est prévue, essentiellement au sein de la Communauté. Le cofinancement communautaire est considéré comme

⁵. Sur les instruments de coopération transnationale régionale et locale, voir aussi le point III de cette note

⁶. D'autres exemples : le projet "ERNACT", entre le Derry City Council, en Irlande du Nord et le Donegal County Council, en Irlande; le "EUROCORP GEIE", entre le GOM Vlaams-Brabant (autorité régionale pour le développement du Brabant flamand) et des sociétés du Royaume-Uni et de France, ainsi que des entités publiques en Espagne et aux Pays-Bas; Le GEIE "Coopération transfrontalière Menton-Ventimille", entre la ville de Menton (France) et les communes de Ventimiglia (Italie), devenu possible grâce à un accord de coopération entre la province italienne de Imperia et le département français des Alpes Maritimes et formé par deux sociétés d'économie mixte.

indispensable pour le développement des activités et des actions entreprises par les huit régions concernées et les entités participant à ce projet⁷.

Le Règlement (CEE) n° 2137/85 du 25 juillet 1985, n'a été applicable qu'à partir du 1er juillet 1989, afin de permettre aux Etats membres la mise en place préalable des mécanismes nécessaires pour l'immatriculation de groupements sur leur territoire et la publicité des actes de ceux-ci.

A ce jour, seule la Grèce n'a pas encore pris les mesures législatives requises par le Règlement n° 2137/85. Compte tenu toutefois de l'applicabilité directe de celui-ci, l'absence de mesures nationales ne peut faire obstacle à ce qu'un organisme de cet Etat soit membre d'un GEIE ou qu'un GEIE puisse exercer une partie de son activité sur le territoire de cet Etat.

Le Règlement détermine les règles générales applicables à l'organisation et au fonctionnement du GEIE depuis sa constitution. Certaines de ces dispositions ont un caractère supplétif, pour les cas où le contrat de groupement ne règle pas certains problèmes.

Les membres du groupement répondent indéfiniment et solidairement des dettes de toute nature de celui-ci, y compris celles de nature fiscale et de sécurité sociale (considérant n° 10 et article 24 du Règlement). Cette situation pose des problèmes pour certaines catégories de membres, notamment pour les établissements publics dans certains Etats membres. Toutefois, le considérant n° 10 du Règlement prévoit que les membres ont "la liberté d'exclure ou de restreindre, par contrat spécifique entre le groupement et un tiers, la responsabilité d'un ou plusieurs de ses membres pour une dette déterminée".

Lorsqu'une réglementation uniforme n'a pu être trouvée au niveau communautaire, le Règlement déclenche lui-même l'intervention partielle ou générale du droit national.

L'article 2 paragraphe 1 du Règlement prévoit que la loi applicable au contrat de groupement et au fonctionnement interne du groupement est, sous réserve des dispositions du Règlement lui-même, la loi interne de l'Etat du siège du groupement. Les GEIE sont également soumis aux dispositions des droits nationaux régissant l'insolvabilité et la cessation des paiements (article 36).

Le Règlement autorise les Etats membres à exclure ou restreindre, pour des raisons tenant à son intérêt public, la participation de certaines catégories de personnes physiques, de sociétés ou d'autres entités juridiques à tout groupement (article 4.4.). La législation des Etats

⁷. Participants : Espagne : IMPIVA - Instituto de la Mediana y Pequeña Industria de la Generalidad Valenciana; CIDEM - Centro d'Información i Desenvolupament Empresarial, Barcelona
France : AXISA S.A. : Société d'Aménagement, de Gestion et d'Innovation sur les Nouvelles Technologies de Communication, Toulouse. MTR LANGUEDOC-ROUSSILLON - Multipôle Technologique Régional, Montpellier. Association Route des Hautes Technologies, Marseille. Italie : DITEL - Centro Ligure per la Diffusione della Tecnologia, Gênes. C.E.C.C.P. - Centro Estero Camere di Commercio Piemontesi, Turin. CESTEC - Centro Lombardo per lo Sviluppo Tecnologico e Produttivo delle Piccole e Medie Imprese, Milan.

membres régissant l'exercice d'activités déterminées peut en outre prévoir "d'autres interdictions ou limitations ou bien contrôler ou surveiller de toute autre manière la participation à un groupement..." (considérant n 8).

Le Règlement n 2137/85 laisse ainsi aux Etats membres non seulement le choix de certaines modalités d'application mais aussi la faculté de compléter les règles de fond.

Dans les domaines non couverts par le Règlement, le GEIE est soumis aux dispositions du droit national et du droit communautaire applicables en l'espèce : ceci concerne notamment le droit fiscal, le droit social, le droit du travail, le droit de la concurrence, le droit de la propriété intellectuelle (considérant n 15).

Ce vaste recours, à l'intervention subsidiaire des droits nationaux qui est aussi la contrepartie de la grande souplesse de la réglementation communautaire, peut cependant soulever divers problèmes, en raison notamment des disparités existant entre les régimes prévus par les législations nationales et d'éventuelles distorsions susceptibles d'en découler dans l'application du Règlement.

Les mesures législatives, réglementaires ou administratives prises ou appliquées par les Etats membres⁸ ne devront pas cependant être en contradiction avec la portée et les objectifs du Règlement (considérant 17) et pourront, en dernier ressort, faire l'objet d'un contrôle de la Cour de Justice des Communautés européennes.

En ce qui concerne la coopération transnationale entre des entités publiques (des établissements publics ou des collectivités territoriales), il faut en outre tenir compte du fait que les exigences spécifiques des droits publics nationaux ne sont pas écartées lors de la constitution d'un GEIE et du déroulement de son activité. Autrement dit, le recours à cet instrument communautaire ne résout pas les difficultés découlant, pour ce type d'entités, de son statut spécifique (de droit public). Ceci concerne, par exemple : l'obligation de respect des règles de délimitation de compétences entre l'Etat et les pouvoirs régionaux et locaux, ainsi que des règles relatives à la tutelle administrative; l'impossibilité pour le GEIE, d'agir dans un contexte ou sur une base de droit public (doté, par exemple, des prérogatives de puissance publique conférées aux personnes morales de droit public).

La combinaison du recours au GEIE avec l'utilisation d'autres instruments, tels que des accords intergouvernementaux ou interrégionaux de coopération ou la formation d'entités juridiques fondées sur les droits nationaux, permettrait probablement de surmonter certaines de ces entraves.

Compte tenu de l'article 3 du Règlement n 2137/85 et qu'il s'agit de personnes morales de droit public ou de droit privé, le GEIE ne doit pas se substituer à ses membres. Par conséquent, il semble, par exemple, douteux que ceux-ci puissent légitimement déléguer au GEIE la gestion directe d'une activité économique déterminée. Dans certains cas, notamment lorsque les

8. L'annexe 2 contient une énumération assez complète des mesures nationales d'application du Règlement n 2137/85.

partenaires envisagent la création d'un cadre juridique adéquat à la mise en oeuvre d'un projet de coopération transnationale de grande envergure, portant sur une multitude de domaines et à long terme, ceci pourra constituer une limitation non négligeable. Ce caractère "auxiliaire" de l'activité du GEIE (qui ne doit pas être entendu trop strictement) sera cependant souvent suffisant comme support ou catalyseur de beaucoup d'actions de coopération transfrontalière. En effet, il s'agit d'un instrument de coopération, et non d'intégration.

**b) La coopération dans le cadre de la mise en oeuvre
de programmes communautaires**

Hormis la création d'un GEIE, la coopération entre des établissements publics peut évidemment se réaliser dans le cadre de nombreux programmes communautaires ou d'initiative communautaire existant soit dans les domaines de la formation professionnelle et de l'éducation soit dans le domaine de la recherche (ERASMUS, COMETT, EUROTECNET, DELTA, PETRA, ESPRIT, RACE, BRITE, EURAM...).

Les aides communautaires visent souvent à encourager, dans le cadre de ces initiatives, la mise en oeuvre de projets communs présentés par des établissements de deux ou plusieurs Etats membres. Les "programmes interuniversitaires de coopération - PIC", subventionnés dans le cadre de ERASMUS, ont permis, par exemple, de multiplier et de diversifier les partenariats innovateurs entre plusieurs institutions et un nombre croissant d'établissements s'emploie à mettre en place des structures permanentes adaptées aux besoins de cette coopération⁹.

Les programmes sont normalement accompagnés de la création d'organes de coordination ou de concertation (par exemple : coordinateurs nationaux, comités techniques ad hoc) qui pourront éventuellement s'insérer dans une notion assez large et floue de "structures communes".

Les actions communautaires ont lieu dans le respect du principe de la subsidiarité, en coopération étroite avec les autorités responsables des Etats membres et en tenant pleinement compte des compétences de ces dernières, notamment en matière des règles de tutelle administrative.

L'article 130 O du Traité CEE prévoit que la Communauté peut créer des entreprises communes ou toute autre structure nécessaire à la bonne exécution des programmes de recherche, de développement technologique et démonstration communautaire. L'application de cette disposition exige une décision unanime du Conseil (article 130Q).

⁹. Différentes associations européennes, groupant des administrateurs universitaires ont vu le jour depuis l'adoption d'ERASMUS et sous l'impulsion de ce programme : on peut citer en particulier l'EUPRIO (Association européenne des responsables des relations publiques et de l'information des Universités), FEDORA (groupant des conseillers d'orientation académique) et l'EAIEA (responsables des relations internationales).

II. LE RECOURS AUX INSTRUMENTS DE DROIT NATIONAL ET DE DROIT INTERNATIONAL

Les droits nationaux offrent certaines possibilités de coopération qui sont déjà largement utilisées, notamment :

- l'établissement de "contrats de coopération"
- le recours à des instruments du type "partnership" britannique, "groupement d'intérêt économique (GIE)" français (institut qui a fortement inspiré le Règlement communautaire), "groupement d'intérêt public (GIP)" français, ou d'autres formes sociétaires dans le cadre de "joint-ventures"
- la création d'une fondation ou d'une association internationale, qui serait régie par un droit national, en principe celui de l'Etat de son siège.

Toutes ces solutions s'insèrent en effet dans un droit national déterminé et supposent soit certaines rigidités (recours à la forme de société; dans certains cas, existence de sévères procédures de contrôle) soit l'absence d'un cadre juridique adéquat (conclusion d'un contrat sans constitution d'une entité propre).

Lorsqu'une nouvelle institution est créée, elle se voit confrontée, hors du territoire de son Etat de siège, à des problèmes concernant son existence et sa reconnaissance, ainsi que son régime juridique et, notamment, la jouissance et l'exercice de ses droits. Ces problèmes sont réglés par le droit international privé de chaque Etat, les solutions trouvées étant par conséquent complexes et variables.

La Convention du Conseil de l'Europe sur la reconnaissance de la personnalité juridique des organisations internationales non gouvernementales, ouverte à la signature en avril 1986 et entrée en vigueur le 1er janvier 1991, constitue un pas important vers un traitement international de la problématique. Aux termes de cette Convention, les Etats signataires reconnaîtront de plein droit les associations, fondations et autres institutions privées à but non lucratif, régulièrement constituées dans leur Etat de siège, à condition :

- qu'elles exercent une activité effective dans au moins deux Etats
- qu'elles aient leur siège réel et leur siège statutaire sur le territoire des Etats contractants.

Cette Convention ne résout cependant pas tous les problèmes, notamment ceux ayant trait à l'activité et au fonctionnement des associations internationales¹⁰.

Lorsqu'il s'agit des établissements publics et malgré l'autonomie administrative, patrimoniale et/ou financière qui est en général reconnue

¹⁰. Le Parlement européen s'est battu à plusieurs reprises pour l'instauration d'un "statut des associations" conçu sur une base européenne à l'usage des associations dont le champ d'activité s'étend à plus d'un Etat membre. On peut citer, à titre d'exemple, le rapport FONTAINE, sur les associations sans but lucratif dans les Communautés européennes (A2-196/86) et le rapport GERLACH (doc. 355/76 du 25 octobre 1976), qui propose, dans le cadre de la coopération régionale transfrontalière, la création d'"euro-associations"

à ce genre d'organismes, il faut tenir compte du fait que ceux-ci sont normalement soumis à un contrôle exercé par le pouvoir central ou régional qui obéit aux principes généraux de la tutelle administrative.

Cette tutelle est organisée selon des règles diverses dans chaque Etat membre et pour les différentes catégories d'établissements publics : dans le seul cas de la France, par exemple, on remarque des différences considérables de régimes selon qu'il s'agit, notamment, d'établissements publics à caractère administratif ou industriel et commercial, ou encore d'établissements à caractère scientifique. Même à l'intérieur de chaque type d'établissement public, il y a des spécificités souvent contenues dans les statuts respectifs.

Les établissements publics disposent donc seulement d'une certaine parcelle d'autonomie dont le degré varie selon les systèmes juridiques, le domaine concerné, les dispositions spécifiques réglant leur constitution et leurs rapports avec les autorités de tutelle.

Quoi qu'il en soit, la gestion interne et quotidienne constitue en principe le terrain d'élection de l'autonomie administrative des établissements publics. La création de structures communes plurinationales entre des établissements publics de différents Etats membres dépasse apparemment la portée d'une telle gestion, notamment lorsque de telles structures impliquent la création d'une nouvelle entité - elle semble donc supposer, en principe, l'autorisation préalable des personnes morales exerçant la tutelle et même l'intégration dans un cadre plus général d'accords ou de traités de coopération interétatiques.

L'accord ou le traité international entre les Etats concernés est un instrument qui a déjà été utilisé à plusieurs reprises afin de résoudre les problèmes de nature politique, légale et institutionnelle soulevés par la coopération transfrontalière (voir point III de cette note).

Une étude approfondie des obstacles que les droits publics nationaux peuvent mettre à la constitution, à l'indépendance et l'autonomie de gestion de telles structures plurinationales implique donc la connaissance de chaque cas d'espèce. D'autant plus que la dichotomie droit public/droit privé ne prend pas les mêmes contours et les mêmes implications dans tous les Etats membres de la Communauté. L'action de cette éventuelle "structure commune" pose également d'autres difficultés : la valeur juridique de ses décisions ou de ses actes, le droit applicable, le règlement d'éventuels différends, etc...

III. LA COOPERATION TRANSFRONTALIERE INTERREGIONALE

La coopération transnationale entre les pouvoirs régionaux et locaux soulève deux problèmes clés en relation avec le concept d'Etat : les pouvoirs de l'Etat dans le cadre des relations internationales et de l'ordre juridique international et la répartition de ces pouvoirs dans le cadre constitutionnel interne.

La coopération interrégionale est limitée, d'une manière générale, pour des raisons logiques liées aux modes d'organisation du pouvoir. En effet, sur le plan international, l'Etat est compétent et a capacité pour établir des

relations internationales. L'action éventuelle d'entités territoriales inférieures à l'Etat est subordonnée tant au consentement de ce dernier dans le cadre international qu'à l'existence de dispositions du droit interne qui l'autorisent. Si l'on considère en outre qu'il s'agit d'une coopération entre des entités appartenant à des Etats et à des systèmes constitutionnels distincts, les différences en ce qui concerne le niveau ou le degré d'autonomie de chacun des pouvoirs régionaux et locaux peuvent également influencer sur l'existence même et éventuellement, sur le fonctionnement de cette coopération.

On assiste cependant à l'instauration progressive d'une coopération internationale, qui reconnaît à des entités territoriales distinctes de l'Etat et d'un rang inférieur à celui-ci un rôle d'acteur, tout en remettant en question les formules classiques de coopération interétatique. Ce contexte offre un cadre privilégié au développement de formules de partenariat transnational entre des organismes publics (et privés).

La problématique particulière des régions frontalières a notamment favorisé l'existence de mécanismes spécifiques de coopération, qui ont déjà été considérés comme intégrant un vrai "droit frontalier".

a) La convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la
coopération transfrontalière des collectivités
et autorités territoriales

La coopération transfrontalière locale et régionale fait l'objet de nombreuses résolutions ou conventions internationales (surtout dans le domaine de l'environnement). La convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales, ouverte à la signature en date du 21 mai 1980¹¹, constitue un pas relativement important dans ce domaine et mérite une attention particulière.

Selon l'article 4 de cette Convention, les Etats (parties contractantes) s'efforceront de résoudre les difficultés d'ordre juridique, administratif ou technique qui sont de nature à entraver les développements et le bon fonctionnement de la coopération transfrontalière. L'article 5 contient une "clause d'équivalence" selon laquelle les Etats "envisageront l'opportunité d'accorder aux collectivités ou autorités territoriales qui participent à la coopération transfrontalière les mêmes facilités que dans le cas où la coopération s'exerce sur le plan interne".¹²

La Convention propose cinq modèles d'accords interétatiques et six schémas d'accords de statuts et de contrats à conclure entre les autorités locales dans le cadre d'une coopération ou d'une concertation transfrontalières. Une grande partie de ce dernier type de schéma est subordonné à l'adoption d'accords interétatiques préalables permettant leur concrétisation et

¹¹. Cette convention a été ratifiée par tous les Etats membres de la Communauté européenne, à l'exception de la Grèce et du Royaume-Uni, qui ne l'ont pas encore signée.

¹². L'expression "collectivités ou autorités territoriales" inclut les collectivités, autorités ou organismes exerçant des fonctions locales et régionales et considérées comme telles dans le droit interne de chaque Etat.

précisant leur portée et les conditions de leur utilisation. Ces modèles n'ont qu'une valeur indicative et exemplaire, les parties contractantes ayant la faculté de recourir d'un commun accord à d'autres formes de coopération transfrontalière.

Toutefois, la portée de cet instrument est réduite par l'absence de règles contraignantes et par l'accumulation de limites et d'incertitudes juridiques et pratiques.

Selon la Convention-cadre, la coopération s'exerce dans le cadre des compétences des collectivités ou autorités territoriales, telles qu'elles sont définies par le droit interne, l'étendue et la nature de ces compétences n'étant pas affectées par la convention elle-même (article 2); les accords et arrangements seront conclus dans le respect des compétences prévues par le droit interne de chaque partie contractante en matière de relations internationales et d'orientation politique générale, ainsi que dans le respect des règles de contrôle ou de tutelle auxquelles sont soumises les collectivités ou autorités territoriales (article 3.4.).

Chaque partie contractante peut, en outre, au moment de la signature de la Convention ou par voie de communication ultérieure au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, désigner les collectivités, autorités ou organismes, les objets et les formes auxquels elle entend limiter le champ d'application ou qu'elle entend exclure du champ d'application de la Convention (article 2.2.)¹³.

La Convention, fruit de compromis difficilement acquis entre des Etats dotés de structures juridiques et de philosophies politiques très diverses, a cependant un caractère évolutif; il a été prévu la possibilité d'une mise à jour, notamment sous forme d'adjonction de nouveaux accords inspirés par les expériences réelles de coopération (article 8).

La Convention n'est pas un texte avec un contenu juridique particulièrement rigide et contraignant. Mais elle constitue, de la part des Etats qui l'auront ratifiée, la reconnaissance du principe que les collectivités et autorités territoriales sont habilitées à coopérer, dans certaines limites, au-delà des frontières. Et elle offre un support juridique supplémentaire aux accords que celles-ci pourraient conclure.

Conscient de son importance, le Parlement européen a, à plusieurs reprises, invité instamment les Etats membres qui n'ont pas encore ratifié la Convention-cadre européenne à le faire dans les plus brefs délais.

La récente deuxième Conférence Parlement européen-Régions de la Communauté, tenue à Strasbourg en novembre 1991, a appuyé la recommandation de la Conférence permanente des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe¹⁴ pour que soit élaboré un protocole additionnel renforçant la portée de la Convention et reconnaissant, en droit interne, la personnalité

¹³. À titre d'exemple : lors de la ratification de la Convention, certains États ont décidé de subordonner son application à la conclusion d'accords interétatiques préalables (c'est le cas de la France, de l'Espagne et de l'Italie).

¹⁴. Résolution 227 (1991) sur les relations extérieures des collectivités territoriales, Conférence permanente des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe, 26e session (19-21 mars 1991).

juridique des organismes de coopération transfrontalière et la valeur juridique des actes accomplis par ces mêmes organismes.

b) Les accords interétatiques. La coopération interrégionale :
quelques exemples

- b) La coopération en faveur des zones frontalières fait déjà l'objet de certains accords bilatéraux ou multilatéraux entre des Etats membres de la Communauté européenne. Ces accords ont parfois conduit à la création d'organes interétatiques de coopération (par exemple : les commissions germano-néerlandaise et germano-belge d'aménagement du territoire; la commission intergouvernementale franco-germano-luxembourgeoise).

Parmi les accords interétatiques plus récents on relève la Convention entre les pays du Benelux de 1986¹⁵ et la Convention germano-néerlandaise de 1991¹⁶, les deux se fondant sur la Convention-cadre européenne, contenant des solutions innovatrices dans le domaine de la coopération transfrontalière, et envisageant de créer, pour les collectivités territoriales et certains organismes publics, la possibilité de coopérer sur la base de droit public.

La première de ces Conventions (annexe III) prévoit expressément la possibilité pour les collectivités et autorités territoriales concernées, dans les limites des compétences que leur attribue le droit interne de leur pays et sans préjudice des formes de coopération issues du droit privé, de conclure des accords administratifs, ainsi que de créer des organes communs ou des organismes publics, ceux-ci pouvant être dotés de personnalité juridique et de compétences de réglementation et d'administration (articles 2 et 3).

La Convention germano-néerlandaise (annexe IV) prévoit que la coopération entre les entités publiques concernées (collectivités ou autorités territoriales et autres organismes publics, selon l'article 1) peut se faire par la voie de la constitution de syndicats de droit public, la conclusion d'accords de droit public (permettant, notamment à un organisme public d'assumer les tâches d'un autre organisme public, au nom et selon les instructions de ce dernier) et la constitution de groupes de travail communaux.

Les deux Conventions contiennent des dispositions relatives aux formes de coopération prévues (statuts, pouvoirs vis-à-vis des tiers, droit et juridiction applicable, tutelle, etc.).

D'autre part, aux niveaux régional et local, plusieurs organisations se sont constituées, souvent à l'initiative des régions elles-mêmes et parfois dans le but d'avoir accès aux fonds communautaires.

Ces noyaux transfrontaliers constituent une sorte de laboratoire d'idées, une étape expérimentale qui précède et renforce le travail de codification juridique. Une pratique de coopération s'y est progressivement développée,

15. Annexe III

16. Annexe IV.

dans des domaines aussi différents que l'aménagement du territoire, l'énergie, l'environnement, les services publics, la recherche, la formation spécialisée, les conditions des travailleurs frontaliers... Une telle pratique présente souvent un caractère informel, mais est aussi parfois institutionnalisée par le biais de "contrats" ou d'"accords" entre des entités régionales ou locales ou par le recours à la création de structures juridiques de droit privé (associations, fondations) fondées sur les droits nationaux. Toutefois, aucun de ces "noyaux" n'a encore de statut européen spécifique. Et ils demeurent dans la quasi totalité des cas dépourvus de pouvoirs propres de décision¹⁷.

Bien que la plupart de ces coopérations soient basées sur une situation géographique de continuité territoriale, il existe également des axes de coopération s'appuyant sur un choix actif de partenariat entre régions n'entretenant pas de continuité territoriale (par exemple : les "Quatre-Moteurs")¹⁸.

Voici quelques exemples d'axes de coopération interrégionale :

- les communautés de travail interrégionales (par exemple : l'ARGE-ALP, pour les Alpes centrales; l'ALP-ADRIA, pour les Alpes orientales; la COTRAO, pour les Alpes occidentales; les communautés des Pyrénées et du Jura) - de nature consultative, ces associations dépourvues de personnalité morale ont été créées en vue de permettre à leurs membres de se consulter ou de coordonner leurs politiques. Les compétences des participants, telles que prévues par le droit interne, demeurent inchangées.
- l'EUREGIO - groupement composé de trois communautés de communes, des Pays-Bas et de la République Fédérale d'Allemagne, qui dispose d'un statut, de groupes de travail et d'un secrétariat propres, ainsi que d'un conseil, institué en 1978, qui est considéré le premier "parlement" régional transfrontalier.
- le "Pôle européen de développement", centré dans l'espace transfrontalier d'Athus-Aubange (Belgique), Longwy (France) et Rodange (Luxembourg), touché par la crise sidérurgique. Le projet a fait l'objet d'une déclaration commune des trois Etats concernés, datée du 19 juillet 1985 et il est cofinancé par la Communauté européenne. Le programme d'action s'articule autour de quatre pôles : la création d'un Parc International d'Activités; l'instauration d'un régime spécifique à ce Parc d'Activités comportant des avantages douaniers et des aides directes à l'investissement des entreprises; la création d'un centre de services communs (bureau d'accueil, service de conseil, banques de données, équipements en télécommunications); la mise en place d'une Collège Européen de Technologie, institué par une convention tripartite entre trois organismes fédérant les institutions

¹⁷. Les "euro-associations" proposées par le Parlement européen en 1976 (voir note 7) avaient justement pour but de permettre aux collectivités territoriales et aux autres personnes morales de droit public de coopérer sur une base de droit public. Lors de la récente Deuxième Conférence Parlement européen-Régions de la Communauté, tenue à Strasbourg en novembre 1991, il a été considéré "qu'il est de l'intérêt de la Communauté d'instituer des associations ou des organisations de coopération entre des régions, en particulier entre des régions appartenant à des Etats membres différents, en vue de la réalisation de projets communs".

¹⁸. Rhônes-Alpes, Lombardie, Catalogne, Bade-Würtemberg.

d'enseignement supérieur et de formation professionnelle des trois pays. Il a été créé une structure unique de coopération, reposant sur une commission permanente de coordination entourée d'un comité d'accompagnement politique et d'une équipe technique.

- l'Arc Atlantique - formé par 22 régions communautaires côtières et atlantiques. Neuf de ces régions (de la France, d'Espagne et du Portugal) constituent, depuis avril 1990, l'Arc Atlantic Sud, qui envisage la coopération dans des domaines tels que la recherche, la formation et le développement : des conférences communes ont eu lieu, la constitution d'un fond commun a été décidée, ainsi que la mise en place d'un "Observatoire de la Formation".
- la coopération Sarre-Lorraine-Luxembourg-Trier/Westphalz ou Euro-district - institutionnalisée depuis 1970, le programme de coopération entre ces régions porte en grande partie sur la recherche, le transfert de technologie et l'éducation supérieure.
- les "Quatre Moteurs pour l'Europe" (Rhône-Alpes, Lombardie, Catalogne, Bade-Würtemberg) trois régions et un Land parmi les plus développés de l'Europe ont signé le 9 septembre 1988 un mémorandum de coopération multilatérale, après une série d'accords bilatéraux intervenus entre 1986 et 1988. L'objectif de ce mémorandum, véritable accord-cadre, est de développer les échanges dans les domaines des infrastructures, de la recherche, de la technologie et des réseaux de PME.

Il ne prévoit pas la mise en place de structures institutionnelles communes, mais seulement des réunions périodiques des présidents des quatre régions. Un rôle de premier plan est attribué aux domaines de la recherche et de la technologie. En novembre 1989, un nouveau mémorandum signé à Barcelone a aussi inclu l'amélioration des communications ferroviaires, routières et aériennes entre leurs territoires. Ce même mémorandum retient le principe d'une mise en commun des bureaux de représentation et l'organisation de missions extérieures.

Les expériences de coopération des Quatre-Moteurs sont déjà nombreuses et les partenariats concernent des dizaines d'organismes publics et privés tels que des instituts, des universités, des laboratoires et des entreprises. A titre d'exemple : l'organisation d'une exposition commune, présentée dans les Foires Internationales des quatre capitales régionales; la recherche sur le contrôle anti-dopage des sportifs (Rhône-Alpes et Catalogne); la recherche en matière de fibres optiques et optiques guidées (Rhône-Alpes et Bade-Würtemberg); la recherche dans les domaines de la productique et de la mucoviscidose; la coopération interuniversitaire, notamment en matière d'échanges d'étudiants et de chercheurs et d'attribution des bourses.

- "Ouverture" - ce projet a été initialement lancé par trois régions-Strathclyde (Royaume-Uni), Asturias (Espagne) et Saarland (Allemagne) et est soutenu par la Commission des Communautés européennes au titre de l'article 10 du Règlement du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER). L'objectif général d'"Ouverture" est la promotion des liens et la constitution de réseaux entre les régions et villes communautaires et celles de l'Europe centrale et orientale. Il se concentre sur des domaines tels que le développement des petites et moyennes entreprises, le financement des pouvoirs locaux et régionaux, le développement de

structures locales et régionales démocratiques, la formation professionnelle... Le réseau est géré par une équipe désignée par les autorités locales et régionales participant à "Ouverture". Les autorités participantes seront appuyées par un comité directeur qui se réunira une fois tous les six mois et sera constitué par des présidents des principales autorités participantes et des représentants des associations internationales des pouvoirs locaux et régionaux et de la Commission des Communautés européennes.

c) La politique régionale communautaire. L'INTERREG.
Perspectives de l'évolution

La politique régionale communautaire se fonde surtout sur les articles 130A et 130C du Traité CEE ainsi que sur les règlements relatifs à la récente réforme des Fonds structurels. Le FEDER est l'instrument majeur de cette politique.

L'intervention financière des Fonds structurels est acquise sous la forme de cofinancement de programmes opérationnels, d'un régime d'aides national ou de projets appropriés, ainsi que sous la forme d'octroi de subventions globales (en règle générale gérées par un intermédiaire, désigné par l'Etat membre en accord avec la Commission) ou de soutien à l'assistance technique et aux études préparatoires à l'élaboration des actions.

Une des missions du FEDER consiste à soutenir "des études ou des expériences pilotes concernant le développement régional au niveau communautaire, en particulier lorsqu'il s'agit de régions frontalières des Etats membres" et lorsqu'ils "favorisent l'échange d'expériences et la coopération en matière de développement entre régions de la Communauté, ainsi que des actions innovatrices" (article 3.1. du Règlement CEE n 2052/88 du 24 juin, Règlement CEE n 4254/88 du 19 décembre, article 1er d) et article 10).

Les interventions structurelles de la Communauté sont conçues comme un complément des actions nationales correspondantes ou une contribution à celle-ci. Le Règlement-cadre (n 2052/88) prévoit, à son article 4, une concertation étroite entre la Commission, l'Etat membre concerné et les autorités compétentes désignées par celui-ci au niveau national, régional, local ou autre. Cette concertation (dénommée "partenariat") porte sur la préparation, le financement, le suivi et l'évaluation des actions.

Les opérations, quelles que soient les formules choisies, sont toujours présentées via les seules autorités nationales. En revanche, toute autorité publique, ou autre, habilitée en tant que telle par l'Etat, peut être l'opérateur d'un programme ou d'une subvention globale avec l'accord de l'Etat membre.

Dans le cadre de l'action communautaire visant à promouvoir la coopération entre les régions frontalières, il y a lieu de mentionner la récente initiative communautaire en faveur de ces régions (le programme INTERREG). Il s'agit d'une "initiative communautaire" complémentaire aux cadres communautaires d'appui convenus entre la Commission et les Etats membres

sur une base pluriannuelle. Elle a été décidée le 25 juillet 1990, au titre de l'article 11 du Règlement CEE n 4253/88 et de l'article 3 paragraphe 2 du Règlement CEE n 4254/88.

INTERREG dispose de moyens financiers relativement importants. La contribution des Fonds structurels s'élève à 800 millions d'ECU pour 1990-1993, prioritairement concentrés sur les régions frontalières en retard de développement. Des moyens financiers plus limités sont disponibles pour des projets-pilotes complémentaires dans des zones frontalières non éligibles. D'autre part, des prêts de la Banque européenne d'Investissement (BEI) peuvent être envisagés.

INTERREG présente une dimension politique singulière : son budget n'est pas réparti par Etat, mais par frontière. Ceci implique un programme unique établi en commun par les Etats concernés, mais aussi une coopération administrative poussée entre les autorités régionales et locales compétentes de part et d'autre de la frontière. L'application intégrale des principes du partenariat et de la subsidiarité (deux principes clés de la réforme des Fonds structurels) est envisagée.

L'objectif d'INTERREG est celui de préparer les régions frontalières à l'ouverture du Marché unique, en visant la cohésion économique et sociale de la Communauté. Pour cela, cette initiative se propose, notamment, d'encourager la collaboration administrative et les réseaux de coopération entre agents privés et organismes publics de part et d'autre des frontières intérieures et établir des liens entre ces réseaux et les réseaux communautaires plus larges.

La Commission accorde la priorité aux propositions comportant des mesures favorisant les relations entre les institutions publiques, associations privées et organismes volontaires des zones frontalières. Le développement de "structures institutionnelles ou organisationnelles partagées" en vue de renforcer la coopération transfrontalière sera privilégié.

D'autres initiatives communautaires récentes pourront être utilisées en vue d'une coopération régionale entre des établissements de recherche ou d'enseignement. On cite, à titre d'exemple, STRIDE (qui vise spécifiquement à accroître les moyens des régions dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation (RTD) et EUROFORM (qui vise à ajouter une dimension communautaire à la formation professionnelle par la promotion du partenariat au delà des frontières internes entre professionnels dans ce domaine).

Des études sont actuellement en cours au sein de la Commission des Communautés européennes, visant à trouver un nouveau cadre institutionnel adapté à la coopération interrégionale et/ou à exploiter pleinement, dans ce domaine, les possibilités offertes par les instruments juridiques déjà existants.

Ces études s'insèrent également dans un processus plus général de réflexion né de la nécessité d'accompagner les progrès réalisés sur la voie de l'achèvement du marché intérieur de mesures visant à renforcer la cohésion économique et sociale de la Communauté. Celles-ci concernent, notamment, la valorisation de la dimension interrégionale sur des vastes espaces transnationaux, la définition cohérente de stratégies multirégionales, dans le respect du principe de la subsidiarité, le renforcement de l'autonomie

régionale et de la participation des régions dans le développement de la construction communautaire.

Ce sont autant de défis que les administrations publiques (Etats, collectivités territoriales, établissements publics) devront, elles aussi, s'efforcer de relever.

BIBLIOGRAPHIE

CONSEIL DE L'EUROPE

- Convention-cadre sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales, 1980
- Convention sur la reconnaissance de la personnalité juridique des organisations internationales non-gouvernementales, 1986
- Charte européenne de l'autonomie locale, 1985
- Déclaration sur les aspects juridiques de la coopération transfrontalière, Symposium universitaire européen sur la coopération transfrontalière, Jaca (Espagne), les 29-31 août 1987.
- Conférence permanente des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe, 26e session (19-21 mars 1991), Textes adoptés, résolutions 218-228, Strasbourg, 1991
- Conférence permanente des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe, 26e session, Rapport sur les relations extérieures des collectivités territoriales, Rapporteur : M. J.R. GUEVARA, CPL (26) 10, Partie II, annexe, 27 février 1991
- 5e Conférence européenne des régions frontalières, Rovaniemi (Finlande), 18-21 juin 1991, Déclaration finale, AS/CPL/FRONT (91) 4.
- Comité restreint d'experts sur la coopération transfrontalière, La mise en oeuvre de la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales, LR-R-CT (91) 2.
- Comité restreint d'experts sur la coopération transfrontalière, Fiche d'identification des organismes de coopération transfrontalière locale et régionale en Europe, LR-R-CT (91) 14.
- Transfront (89) 10 rev. - Liste des documents publiés sur la coopération transfrontalière, janvier 1991.

* *
*

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

- "Le groupement européen d'intérêt économique (GEIE) - un nouvel instrument de coopération économique dans la Communauté", avril 1989, Le dossier de l'Europe, 6/89.
- "G.E.I.E. - Liste des constitutions", DG XV/B/3, octobre 1991

- "G.E.I.E. - Articles publiés depuis l'adoption du règlement 2137/85", DG XV, mars 1991
- "Europe 2000 : les perspectives de développement du territoire communautaire", communication au Conseil et au Parlement européen, 1991, COM(90)544 final.
- "Groupement européen d'intérêt économique - guide dans le domaine de la R&D", DG XII, 1991.
- "INTERREG", les initiatives communautaires - fiches d'information éditées par la Direction Générale des Politiques régionales.
- "Les régions dans les années 1990", COM(90)609 final, janvier 1991.

* *
* *

PARLEMENT EUROPEEN

- Résolution du 18 novembre 1976 sur la politique régionale en ce qui concerne les régions situées aux frontières intérieures de la Communauté, J.O. C 293 du 13.12.1976, page 37 (rapport fait au nom de la commission de la politique du territoire et des transports, doc. 355/76; rapporteur : M. H. GERLACH).
- Résolution du 13 avril 1984 sur le renforcement de la coopération transfrontalière, J.O. C 127 du 14.05.1984, p. 212 (rapport fait au nom de la commission de la politique régionale et de l'aménagement du territoire, doc. 1-1404/83; rapporteur : Mme E. BOOT).
- Résolution du 13 juin 1986 sur la région Sarre-Lorraine-Luxembourg, J.O. C 176 du 14.07.1986, page 168 (rapport fait au nom de la commission de la politique régionale et de l'aménagement du territoire, doc. A2-46/86; rapporteur : M. H. SCHREIBER).
- Résolution du 12 mars 1987 sur la collaboration transfrontalière à l'intérieur de la Communauté, J.O. C 99 du 13.04.1987, p. 153 (rapport fait au nom de la commission de la politique régionale et de l'aménagement du territoire, doc. A2-170/86; rapporteur : M. H. POETSCHKI).
- Résolution du 13 septembre 1988 sur un programme de développement en faveur des régions frontalières entre le Portugal et l'Espagne, J.O. C 262 du 10.10.1988, p. 41 (rapport fait au nom de la commission de la politique régionale et de l'aménagement du territoire, doc. A2-142/88; rapporteur : M. M. CHIABRANDO).
- Résolution du 18 novembre 1988 sur la politique communautaire et le rôle des régions, J.O. C 326 du 19.12.1988, p. 289 (rapport fait au nom de la commission de la politique régionale et de l'aménagement du territoire, doc. A2-218/88; rapporteurs : M. MUSSO, M. VANDEMEULEBROUCKE, M. P. BEAZLEY, M. O DONNELL, Mme ANDRÉ, M. ARBELOA MURU).

- Résolution du 26 juin 1989 sur l'élaboration d'un programme de développement pour les régions en retard de développement et le renforcement de la coopération aux frontières extérieures de la Communauté, J.O. C 158 du 26.06.1989, p. 363 (rapport fait au nom de la commission de la politique régionale et de l'aménagement du territoire, doc. A2-117/89; rapporteur : M. K. GERONTOPOULOS).
- Résolution du 15 juin 1990 sur une initiative communautaire en faveur des régions frontalières (programme INTERREG), J.O. C 175 du 16.07.1990, p. 223 (rapport fait au nom de la commission de la politique régionale et de l'aménagement du territoire, doc. A3-139/90; rapporteur : M. J. CUSHNAHAN).
- Résolution du 26 octobre 1990 sur une politique concertée de l'aménagement du territoire, J.O. C 295 du 26.11.1990, p. 652 (rapport fait au nom de la commission de la politique régionale et de l'aménagement du territoire, doc. A3-245/90; rapporteur : M. A. WAECHTER).
- Direction Générale des Etudes du Parlement européen, dossiers d'études et de documentation, Série "Politique régionale et transports", n 19, "Nouvelle stratégie pour une cohésion économique et sociale après 1992", étude réalisée par le "National Institute of Economic and Social Research" (London).

* *
*

PARLEMENT EUROPEEN - REGIONS DE LA COMMUNAUTE, deuxième Conférence, Strasbourg, 27-29 novembre 1991, textes adoptés.

* *
*

POLE EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT

- "La lettre des trois frontières"
- Déclaration commune et programme d'action, Luxembourg, juillet 1985.

* *
*

AUTEXIER Christian

- "Les fondements et les problèmes juridiques posés par les relations CEE/collectivités locales", *Après-demain*, mai-juin 1989, n 314-315, p. 26.

BURDEAU, G.

- "Les accords conclus entre autorités administratives ou organismes publics de pays différents", *Mélanges offerts à Paul Reuter, le droit international : unité et diversité*, Pedone 1981, Paris.

CASSINIS Corrado, OCQUIDANT Gérard, LUTZ S. et autres

- "Le Groupement Européen d'Intérêt Economique (GEIE), Le traitement fiscal. II (fin)", *Cahiers juridiques et fiscaux de l'exportation*, Paris, T. 11, n 4, 1990, p. 889-935.

CEUNINCK Paul

- "Les groupements européens d'intérêt économique", *L'Europe en poche, Secrétariat d'Etat à l'Europe* 1992, Bruxelles, 1989, 18 p.

CHARPENTIER Jean

- *La coopération transfrontalière interrégionale*, 1988, EUROPA-INSTITUT, Universität des Saarlandes.

CONDORELLI Luigi, SALERNO Francesco

- *Le relazioni transfrontaliere tra comunità locali in Europa nel diritto internazionale ed europeo*", *Rivista trimestrale di diritto pubblico*, Roma, n. 2, 1986, p. 381-423.

DECAUX Emmanuel

- "La convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou des autorités locales", *Revue Générale de Droit International Public*, 1984, n 3.

DE PEUTER Stanislas

- "European Economic Interest Grouping : comparative study of the legislation in most member States", *Droit et pratique du commerce international* vol. 16/1990, n 3, pp. 465-479.

DUCOULOUX-FAVARD

- "Groupement Européen d'Intérêt Economique (GEIE) et Société Européenne (SE)", *Cahiers juridiques et fiscaux de l'exportation*, T. 12, n 3, 1991, p. 749-761.

DUPUY Pierre-Marie

- "La coopération régionale transfrontalière et le droit international", *A.F.D.I.*, 1977, vol. 23

EYRAUD Louis

- "Manifeste pour l'association européenne", Revue du Marché Commu, n 302, décembre 1986.

FONTANEAU Pierre, THÖMMES Otmar

- "Le Groupement Européen d'Intérêt Economique (GEIE). Le traitement fiscal. I", Cahiers juridiques et fiscaux de l'exportation, Paris, T. 11. n 4, 1990, p. 835-888).

GABBE Jens

- Charte européenne des régions frontalières et transfrontalières (Association des régions frontalières européennes (ARFE). Bonn. p. 2-13. MF-71433.

GUYON Yves

- "La loi du 13 juin 1989 sur le groupement français et le groupement européen d'intérêt économique (GIE et GEIE)", Actualité législative Dalloz, Paris, Année 7, n 18, 2 novembre 1989, p. 169-176.

IBFD Staff et BLOUET Jean-François

- "The taxation of the European Economic Interest Grouping (EEIG)", European taxation, vol. 31/1991, n 1-2, pp. 2-50.

ISRAËL Séverine

- "Une avancée du droit communautaire : le groupement d'intérêt économique", Revue du Marché Commun, n 292, décembre 1985.

ISRAËL Séverine, Guyon Yves, BAUDEU G.

- "Le droit, la norme. Pages européennes. II. (Dossier) Droit des Sociétés", Enjeux, Paris, n 105, janvier-février 1990, p. 52-67.

ISRAËL Séverine, DE WOLF L, HAUG-ADRION E.

- "Le GEIE (Groupement Européen d'Intérêt Économique", Fiscalité européenne, Nice, année 19, n 2, 1988, p. 3-30.

KEEGAN Sabina

- "The European Economic Interest Grouping", Journal of Business Law, London, September 1991, p. 457-462.

KEUTGEN Guy

- "Le groupement européen d'intérêt économique", Cahiers de droit européen, Bruxelles, année 23, n 4-5, 1987, p. 492-511.

LAUBADERE André

- Traité de Droit Administratif, 1984.

LINAZASORO José Luis

- "La coopération transfrontalière dans les Communautés européennes : bilan et perspectives", Revue du Marché Commun, n 315, mars 1988.

MALCHUS Victor

- Charte des régions frontalières et transfrontalières II (fin) (Association des Régions Frontalières Européennes (ARFE). Bonn. p. 14-32.

MESTRE Christian

- "L'incidence de l'achèvement du marché intérieur sur les régions frontalières", étude rédigée pour le Conseil de l'Europe dans le cadre des activités du Centre d'Etudes Internationales et Européennes, U.R.A.-C.N.R.S. 1393, annexe au doc. LR-R-CT (91) 3.

MONTICELLI Giuseppe Lucrezio et PITTAU Franco

- "La Convenzione europea sulla cooperazione transfrontaliera : precedenti storici e prospettive di sviluppo", Affari Sociali Internazionali, Milano, n. 2, 1986.

PARGNY François et autres,

- "Le dossier de la semaine, Europe 92", MOCI n 949, 3 décembre 1990.

PETELAUD Annick

- "La construction de la Communauté européenne et le Groupe Européen d'Intérêt Economique (GEIE)", Revue des Sociétés, Paris, n 2, avril-juin 1986, p. 191-209.

PRIEUR Michel

- "Les bases juridiques de la coopération frontalière locale et régionale", Revue française de droit administratif, 1 (3), mai-juin 1985.

REUTER Paul

- "Introduction au droit des traités", P.U.F., 1985

ROBERT Jacques

- "La coopération entre les collectivités territoriales et notamment régionales au sein de la CEE", Après-demain, mai-juin 1989, n 314-315, p. 19.

RODRIGUEZ ALVAREZ Alejandro

- "La Agrupación Europea de Interés Económico", Noticias/CEE, Marzo 1991, núm. 74.

RONZITTI Natalino

- "I rapporti transfrontalieri delle regioni", Le Regioni, a. XVIII, n. 4, agosto 1989.

THIEFFRY, Patrick

- "Le droit des sociétés et le grand marché", Cahiers juridiques et fiscaux de l'exportation, T.12, n 3, 1991, p. 725-748.

VEDEL Georges, DELVOLVÉ Pierre

- "Droit administratif", Thémis, P.U.F.

WOODLAND Philippe

- "Le groupement européen d'intérêt économique : le regain de modèle français offre aux entreprises de la CEE un futur instrument de coopération", La Semaine Juridique, Cahiers de Droit de l'Entreprise, Paris, n 18, 1er mai 1986, p. 281-289)

ZELLWEGER Marie-Ange

- "Comment naît une région transfrontalière?", Cahiers trimestriels du Centre européen de la culture, 9ème année, n 34, été 1986.

V. ANNEXES

1. Règlement (CEE) n 2137/85 du Conseil du 25 juillet, relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique, J.O. L 199 du 31.07.1985.
2. "Mesures d'application du Règlement n 2137/85 du Conseil du 25.07.1985 dans les Etats membres", CCE, XV/B/3, septembre 1991.
3. Convention Benelux concernant la coopération transfrontalière entre collectivités ou autorités territoriales (signée le 12 septembre 1986).
4. Convention entre le Royaume des Pays-Bas, la République Fédérale d'Allemagne, le Land de Basse-Saxe et le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et d'autres entités publiques (signée le 23 mai 1991) (traduction provisoire).

I

*(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)***RÈGLEMENT (CEE) N° 2137/85 DU CONSEIL****du 25 juillet 1985****relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE)**

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 235,

vu la proposition de la Commission ⁽¹⁾,vu l'avis de l'Assemblée ⁽²⁾,vu l'avis du Comité économique et social ⁽³⁾,

considérant qu'un développement harmonieux des activités économiques et une expansion continue et équilibrée dans l'ensemble de la Communauté dépendent de l'établissement et du bon fonctionnement d'un marché commun offrant des conditions analogues à celles d'un marché national ; que la réalisation de ce marché unique et le renforcement de son unité rendent notamment souhaitable la création, à l'intention des personnes physiques, sociétés et autres entités juridiques, d'un cadre juridique qui facilite l'adaptation de leurs activités aux conditions économiques de la Communauté ; qu'à cet effet, il est nécessaire que ces personnes physiques, sociétés et autres entités juridiques puissent effectivement coopérer par-delà les frontières ;

considérant qu'une telle coopération peut rencontrer des difficultés d'ordre juridique, fiscal ou psychologique ; que la création d'un instrument juridique approprié au niveau communautaire sous la forme d'un groupement européen d'intérêt économique contribue à la réalisation des objectifs précités et apparaît donc nécessaire ;

considérant que le traité n'a pas prévu de pouvoirs d'action spécifiques pour la création d'un tel instrument juridique ;

considérant que la capacité d'adaptation du groupement aux conditions économiques doit être garantie par la grande liberté qu'auront ses membres d'organiser leurs rapports contractuels et le fonctionnement interne du groupement ;

considérant que le groupement se distingue d'une société principalement par son but, qui est seulement de faciliter ou de développer l'activité économique de ses membres pour permettre à ceux-ci d'accroître leurs propres résultats ; que, en raison de ce caractère auxiliaire, l'activité du groupement doit se rattacher à l'activité économique de ses membres et non s'y substituer et, dans cette mesure, par exemple, le groupement ne peut pas lui-même exercer, à l'égard des tiers, de profession libérale, la notion d'activité économique devant être interprétée dans le sens le plus large ;

considérant que l'accès au groupement doit être ouvert aussi largement que possible aux personnes physiques, sociétés et autres entités juridiques, dans le respect des finalités du présent règlement ; que celui-ci ne porte toutefois pas préjudice à l'application, au niveau national, des règles légales et/ou déontologiques relatives aux conditions d'exercice d'une activité ou d'une profession ;

considérant que le présent règlement, à lui seul, ne confère à quiconque le droit de participer à un groupement, même lorsque les conditions qu'il prévoit sont remplies ;

considérant que la faculté, prévue dans le présent règlement, d'interdire ou de limiter, pour des raisons d'intérêt public, la participation à des groupements ne porte pas atteinte à la législation des États membres régissant l'exercice d'activités, laquelle peut prévoir d'autres interdictions ou limitations ou bien contrôler ou surveiller de toute autre manière la participation à un groupement d'une personne physique, d'une société ou d'une autre entité juridique, ou d'une catégorie quelconque de celles-ci ;

⁽¹⁾ JO n° C 14 du 15. 2. 1974, p. 30 et JO n° C 103 du 28. 4. 1978, p. 4.

⁽²⁾ JO n° C 163 du 11. 7. 1977, p. 17.

⁽³⁾ JO n° C 108 du 15. 5. 1975, p. 46.

considérant que, pour permettre au groupement d'atteindre son but, il convient de le doter d'une capacité juridique propre et de prévoir qu'un organe juridiquement distinct de ses membres le représentera à l'égard des tiers ;

considérant que la protection des tiers exige qu'une large publicité soit assurée et que les membres du groupement répondent indéfiniment et solidairement des dettes de celui-ci, y compris celles en matière fiscale et de sécurité sociale, sans toutefois que ce principe touche à la liberté d'exclure ou de restreindre, par contrat spécifique entre le groupement et un tiers, la responsabilité d'un ou de plusieurs de ses membres pour une dette déterminée ;

considérant que les questions relatives à l'état et à la capacité des personnes physiques et à la capacité des personnes morales sont régies par la loi nationale ;

considérant qu'il convient de régler les causes de dissolution propres au groupement tout en renvoyant au droit national pour la liquidation et la clôture de celle-ci ;

considérant que le groupement est soumis aux dispositions du droit national régissant l'insolvabilité et la cessation des paiements et que ce droit peut prévoir d'autres causes de dissolution du groupement ;

considérant que le présent règlement établit que le résultat provenant des activités du groupement n'est impossible qu'au niveau des membres ; qu'il est entendu que, pour le reste, c'est le droit fiscal national qui s'applique, notamment en ce qui concerne la répartition des bénéfices, les procédures fiscales et toutes les obligations que les législations fiscales nationales imposent ;

considérant que, dans les domaines non couverts par le présent règlement, les dispositions du droit des États membres et du droit communautaire sont applicables, par exemple en ce qui concerne :

- le domaine du droit social et du droit du travail,
- le domaine du droit de la concurrence,
- le domaine du droit de la propriété intellectuelle ;

considérant que l'activité du groupement est soumise aux dispositions du droit des États membres relatives à l'exercice d'une activité et au contrôle de celle-ci ; que, dans l'hypothèse d'un abus ou d'un contournement par un groupement ou par ses membres de la loi d'un État membre, celui-ci peut prendre des sanctions appropriées ;

considérant que les États membres sont libres d'appliquer ou de prendre toute mesure législative, réglementaire ou administrative n'entrant pas en contradiction avec la portée et les objectifs du présent règlement ;

considérant que le présent règlement doit entrer en vigueur immédiatement dans tous ses éléments ; que

l'application de certaines de ses dispositions doit cependant être différée pour permettre la mise en place préalable par les États membres des mécanismes nécessaires pour l'immatriculation de groupements sur leur territoire et la publicité des actes de ceux-ci ; que, à partir de la date d'application du présent règlement, les groupements constitués peuvent opérer sans restriction territoriale,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. Les groupements européens d'intérêt économique sont constitués dans les conditions, selon les modalités et avec les effets prévus par le présent règlement.

À cette fin, ceux qui entendent constituer un groupement doivent conclure un contrat et faire procéder à l'immatriculation prévue à l'article 6.

2. Le groupement ainsi constitué a la capacité, en son propre nom, d'être titulaire de droits et d'obligations de toute nature, de passer des contrats ou d'accomplir d'autres actes juridiques et d'ester en justice, à dater de l'immatriculation prévue à l'article 6.

3. Les États membres déterminent si les groupements immatriculés à leurs registres en vertu de l'article 6 ont ou non la personnalité juridique.

Article 2

1. Sous réserve des dispositions du présent règlement, la loi applicable, d'une part au contrat de groupement, sauf pour les questions relatives à l'état et à la capacité des personnes physiques et à la capacité des personnes morales, d'autre part au fonctionnement interne du groupement, est la loi interne de l'État du siège fixé par le contrat de groupement.

2. Lorsqu'un État comprend plusieurs unités territoriales dont chacune a ses propres règles applicables aux matières visées au paragraphe 1, chaque unité territoriale est considérée comme un État aux fins de la détermination de la loi applicable selon le présent article.

Article 3

1. Le but du groupement est de faciliter ou de développer l'activité économique de ses membres, d'améliorer ou d'accroître les résultats de cette activité ; il n'est pas de réaliser des bénéfices pour lui-même.

Son activité doit se rattacher à l'activité économique de ses membres et ne peut avoir qu'un caractère auxiliaire par rapport à celle-ci.

2. En conséquence, le groupement ne peut :

- a) exercer, directement ou indirectement, le pouvoir de direction ou de contrôle des activités propres de ses membres ou des activités d'une autre entreprise, notamment dans les domaines relatifs au personnel, aux finances et aux investissements ;
- b) détenir, directement ou indirectement, à quelque titre que ce soit, aucune part ou action, quelle qu'en soit la forme, dans une entreprise membre ; la détention de parts ou d'actions dans une autre entreprise n'est possible que dans la mesure où elle est nécessaire pour atteindre l'objectif du groupement et où elle a lieu pour le compte de ses membres ;
- c) employer plus de cinq cents salariés ;
- d) être utilisé par une société pour faire un prêt à un dirigeant d'une société, ou à toute personne liée à lui, lorsque de tels prêts sont sujets à restriction ou à contrôle selon les lois des États membres applicables aux sociétés ; le prêt ne doit pas non plus être utilisé pour le transfert d'un bien entre une société et un dirigeant, ou toute personne liée à lui, sauf dans la mesure permise par les lois des États membres applicables aux sociétés. Aux fins de la présente disposition, le prêt englobe toute opération d'effet similaire et le prêt ne peut avoir un caractère mobilier ou immobilier ;
- e) être membre d'un autre groupement européen d'intérêt économique.

Article 4

1. Peuvent seules être membres d'un groupement :

- a) les sociétés, au sens de l'article 58 deuxième alinéa du traité, ainsi que les autres entités juridiques de droit public ou privé, constituées en conformité avec la législation d'un État membre, qui ont leur siège statutaire ou légal et leur administration centrale dans la Communauté ; lorsque, selon la législation d'un État membre, une société ou autre entité juridique n'est pas tenue d'avoir un siège statutaire ou légal, il suffit que cette société ou autre entité juridique ait son administration centrale dans la Communauté ;
- b) les personnes physiques exerçant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole, de profession libérale ou d'autres services dans la Communauté.

2. Un groupement doit être composé au moins :

- a) de deux sociétés ou autres entités juridiques, au sens du paragraphe 1, ayant leur administration centrale dans des États membres différents ;

b) de deux personnes physiques, au sens du paragraphe 1, exerçant leur activité à titre principal dans des États membres différents ;

c) au sens du paragraphe 1, d'une société ou d'une autre entité juridique et d'une personne physique, dont la première a son administration centrale dans un État membre et la seconde exerce son activité à titre principal dans un État membre différent.

3. Un État membre peut prévoir que les groupements immatriculés à ses registres conformément à l'article 6 ne peuvent avoir plus de vingt membres. À cette fin, cet État membre peut prévoir que, conformément à sa législation, chaque membre d'une entité juridique constituée en conformité avec sa législation, autre qu'une société immatriculée, soit traité comme membre individuel du groupement.

4. Tout État membre est autorisé à exclure ou restreindre, pour des raisons tenant à son intérêt public, la participation de certaines catégories de personnes physiques, de sociétés ou d'autres entités juridiques à tout groupement.

Article 5

Doivent figurer dans le contrat de groupement, au moins :

- a) la dénomination du groupement précédée ou suivie, soit des mots « groupement européen d'intérêt économique », soit du sigle « GEIE », à moins que ces mots ou ce sigle ne figurent déjà dans la dénomination ;
- b) le siège du groupement ;
- c) l'objet en vue duquel le groupement est formé ;
- d) les nom, raison ou dénomination sociale, la forme juridique, le domicile ou siège social et, le cas échéant, le numéro et le lieu d'immatriculation de chacun des membres du groupement ;
- e) la durée du groupement, lorsqu'elle n'est pas indéterminée.

Article 6

Le groupement est immatriculé dans l'État du siège au registre désigné en vertu de l'article 39 paragraphe 1.

Article 7

Le contrat de groupement est déposé au registre visé à l'article 6.

Doivent également faire l'objet d'un dépôt à ce registre les actes et indications suivants :

- a) toute modification du contrat de groupement, y compris tout changement dans la composition du groupement ;
- b) la création et la suppression de tout établissement du groupement ;
- c) la décision judiciaire constatant ou prononçant la nullité du groupement, conformément à l'article 15 ;
- d) la nomination du ou des gérants du groupement, leur nom et tout autre renseignement d'identité exigé par la loi de l'État membre dans lequel le registre est tenu, l'indication qu'ils peuvent agir seuls ou doivent agir conjointement, ainsi que la cessation de leurs fonctions ;
- e) toute cession par un membre de sa participation dans le groupement ou d'une fraction de celle-ci, conformément à l'article 22 paragraphe 1 ;
- f) la décision des membres prononçant ou constatant la dissolution du groupement, conformément à l'article 31, ou la décision judiciaire prononçant cette dissolution, conformément aux articles 31 ou 32 ;
- g) la nomination du ou des liquidateurs du groupement visés à l'article 35, leur nom et tout autre renseignement d'identité exigé par la loi de l'État membre dans lequel le registre est tenu, ainsi que la cessation de leurs fonctions ;
- h) la clôture de la liquidation du groupement, visée à l'article 35 paragraphe 2 ;
- i) le projet de transfert de siège, visé à l'article 14 paragraphe 1 ;
- j) la clause exonérant un nouveau membre du paiement des dettes nées antérieurement à son entrée, conformément à l'article 26 paragraphe 2.

Article 8

Doivent faire l'objet d'une publication, dans les conditions prévues à l'article 39, au bulletin visé au paragraphe 1 de cet article :

- a) les mentions devant obligatoirement figurer dans le contrat de groupement en vertu de l'article 5, ainsi que leurs modifications ;
- b) le numéro, la date et le lieu d'immatriculation, ainsi que la radiation de l'immatriculation ;
- c) les actes et indications visés à l'article 7 points b) à j).

Les indications visées aux points a) et b) doivent faire l'objet d'une publication intégrale. Les actes et indications visés au point c) peuvent faire l'objet d'une publication soit intégrale, soit sous forme d'extrait ou de mention de leur dépôt au registre, selon la législation nationale applicable.

Article 9

1. Les actes et indications soumis à publication par le présent règlement sont opposables aux tiers par le groupement dans les conditions prévues par le droit national applicable, conformément à l'article 3 paragraphes 5 et 7 de la directive 68/151/CEE du Conseil, du 9 mars 1968, tendant à coordonner, pour les rendre équivalentes, les garanties qui sont exigées, dans les États membres, des sociétés au sens de l'article 58 deuxième alinéa du traité, pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers (!).

2. Si des actes ont été accomplis au nom d'un groupement avant son immatriculation conformément à l'article 6 et si le groupement ne reprend pas après son immatriculation les engagements résultant de tels actes, les personnes physiques, sociétés ou autres entités juridiques qui les ont accomplis en sont solidairement et indéfiniment responsables.

Article 10

Tout établissement du groupement situé dans un État membre autre que celui du siège fait l'objet d'une immatriculation dans cet État. En vue de cette immatriculation, le groupement dépose au registre compétent de ce dernier une copie des documents dont le dépôt au registre de l'État membre du siège est obligatoire, accompagnée, si nécessaire, d'une traduction établie conformément aux usages existant au registre d'immatriculation de l'établissement.

Article 11

La constitution et la clôture de la liquidation d'un groupement, avec indication du numéro, de la date et du lieu de l'immatriculation de celui-ci, ainsi que de la date, du lieu et du titre de la publication, sont publiées au *Journal officiel des Communautés européennes* après la publication au bulletin visé à l'article 39 paragraphe 1.

Article 12

Le siège mentionné par le contrat de groupement doit être situé dans la Communauté.

Ce siège doit être fixé :

- a) soit au lieu où le groupement a son administration centrale ;
- b) soit au lieu où l'un des membres du groupement a son administration centrale ou, lorsqu'il s'agit d'une personne physique, son activité à titre principal, à condition que le groupement y ait une activité réelle.

(!) JO n° L 65 du 14. 3. 1968, p. 8.

Article 13

Le siège du groupement peut être transféré à l'intérieur de la Communauté.

Lorsque ce transfert n'a pas pour conséquence un changement de la loi applicable en vertu de l'article 2, la décision de transfert est prise dans les conditions prévues au contrat de groupement.

Article 14

1. Lorsque le transfert du siège a pour conséquence un changement de la loi applicable en vertu de l'article 2, un projet de transfert doit être établi et faire l'objet d'un dépôt et d'une publication dans les conditions prévues aux articles 7 et 8.

La décision de transfert ne peut intervenir que deux mois après la publication dudit projet. Elle doit être prise à l'unanimité des membres du groupement. Le transfert prend effet à la date à laquelle le groupement est immatriculé, conformément à l'article 6, au registre du nouveau siège. Cette immatriculation ne peut s'effectuer que sur preuve de la publication du projet de transfert du siège.

2. La radiation de l'immatriculation du groupement au registre du précédent siège ne peut s'effectuer que sur preuve de l'immatriculation du groupement au registre du nouveau siège.

3. La publication de la nouvelle immatriculation du groupement rend le nouveau siège opposable aux tiers dans les conditions visées à l'article 9 paragraphe 1 ; toutefois, tant que la publication de la radiation de l'immatriculation au registre du précédent siège n'a pas eu lieu, les tiers peuvent continuer de se prévaloir de l'ancien siège, à moins que le groupement ne prouve que les tiers avaient connaissance du nouveau siège.

4. La législation d'un État membre peut prévoir, en ce qui concerne les groupements immatriculés dans ce dernier conformément à l'article 6, qu'un transfert du siège, dont résulterait un changement de la loi applicable, ne prend pas effet si, dans le délai de deux mois visé au paragraphe 1, une autorité compétente de cet État s'y oppose. Cette opposition ne peut avoir lieu que pour des raisons d'intérêt public. Elle doit être susceptible de recours devant une autorité judiciaire.

Article 15

1. Lorsque la loi applicable au groupement en vertu de l'article 2 prévoit la nullité du groupement, cette nullité doit être constatée ou prononcée par décision judiciaire. Toutefois, le tribunal saisi doit, lorsqu'une

régularisation de la situation du groupement est possible, accorder un délai permettant de procéder à cette régularisation.

2. La nullité du groupement entraîne la liquidation de celui-ci dans les conditions prévues à l'article 35.

3. La décision constatant ou prononçant la nullité du groupement est opposable aux tiers dans les conditions visées à l'article 9 paragraphe 1.

Cette décision ne porte pas atteinte par elle-même à la validité des obligations nées à la charge ou au profit du groupement antérieurement à la date à laquelle elle devient opposable aux tiers dans les conditions visées à l'alinéa précédent.

Article 16

1. Les organes du groupement sont les membres agissant collégalement et le ou les gérants.

Le contrat de groupement peut prévoir d'autres organes ; il en détermine alors les pouvoirs.

2. Les membres du groupement, agissant en tant qu'organe, peuvent prendre toute décision en vue de la réalisation de l'objet du groupement.

Article 17

1. Chaque membre dispose d'une voix. Le contrat de groupement peut toutefois attribuer plusieurs voix à certains membres, à condition qu'aucun d'eux ne détienne la majorité des voix.

2. Les membres ne peuvent décider qu'à l'unanimité de :

- a) modifier l'objet du groupement ;
- b) modifier le nombre de voix attribué à chacun d'eux ;
- c) modifier les conditions de la prise de décision ;
- d) proroger la durée du groupement au-delà du terme fixé dans le contrat de groupement ;
- e) modifier la part contributive de chacun des membres ou de certains d'entre eux au financement du groupement ;
- f) modifier toute autre obligation d'un membre, à moins que le contrat de groupement n'en dispose autrement ;
- g) procéder à toute modification du contrat de groupement non visée au présent paragraphe, à moins que ce contrat n'en dispose autrement.

3. Dans tous les cas où le présent règlement ne prévoit pas que les décisions doivent être prises à l'unanimité, le contrat de groupement peut déterminer les conditions de quorum et de majorité dans

lesquelles les décisions, ou certaines d'entre elles, seront prises. Dans le silence du contrat, les décisions sont prises à l'unanimité.

4. À l'initiative d'un gérant ou à la demande d'un membre, le ou les gérants doivent organiser une consultation des membres afin que ces derniers prennent une décision.

Article 18

Chaque membre a le droit d'obtenir des gérants des renseignements sur les affaires du groupement et de prendre connaissance des livres et documents d'affaires.

Article 19

1. Le groupement est géré par une ou plusieurs personnes physiques nommées dans le contrat de groupement ou par une décision des membres.

Ne peuvent être gérants d'un groupement les personnes qui :

- selon la loi qui leur est applicable,
- ou
- selon la loi interne de l'État du siège du groupement,
- ou
- à la suite d'une décision judiciaire ou administrative rendue ou reconnue dans un État membre,

ne peuvent faire partie de l'organe d'administration ou de direction d'une société, ne peuvent gérer une entreprise ou ne peuvent agir en qualité de gérant d'un groupement européen d'intérêt économique.

2. Un État membre peut prévoir, pour les groupements immatriculés à ses registres en vertu de l'article 6, qu'une personne morale peut être gérant, à condition qu'elle désigne un ou des représentants, personnes physiques, qui doivent faire l'objet de la mention prévue à l'article 7 point d).

Si un État membre exerce cette option, il doit prévoir que ce ou ces représentants encourent la même responsabilité que s'ils étaient eux-mêmes gérants du groupement.

Les interdictions prévues au paragraphe 1 s'appliquent également à ces représentants.

3. Le contrat de groupement ou, à défaut, une décision unanime des membres détermine les conditions de nomination et de révocation du ou des gérants et fixe leurs pouvoirs.

Article 20

1. À l'égard des tiers, seul le gérant ou, s'ils sont plusieurs, chacun des gérants représente le groupement.

Chacun des gérants engage le groupement envers les tiers lorsqu'il agit au nom du groupement, même si ses actes ne relèvent pas de l'objet de celui-ci, à moins que le groupement ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait les limites de l'objet du groupement ou ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication de la mention visée à l'article 5 point c) suffise à constituer cette preuve.

Toute limitation, apportée par le contrat de groupement ou par une décision des membres, aux pouvoirs du ou des gérants est inopposable aux tiers, même si elle est publiée.

2. Le contrat de groupement peut prévoir que le groupement n'est valablement engagé que par deux ou plusieurs gérants agissant conjointement. Cette clause n'est opposable aux tiers, dans les conditions visées à l'article 9 paragraphe 1, que si elle est publiée conformément à l'article 8.

Article 21

1. Les bénéfices provenant des activités du groupement sont considérés comme bénéfices des membres et répartis entre eux dans la proportion prévue au contrat de groupement ou, à défaut, par parts égales.

2. Les membres du groupement contribuent au règlement de l'excédent des dépenses sur les recettes dans la proportion prévue au contrat de groupement ou, à défaut, par parts égales.

Article 22

1. Tout membre du groupement peut céder sa participation dans le groupement, ou une fraction de celle-ci, soit à un autre membre, soit à un tiers ; l'effet de la cession est subordonné à une autorisation donnée à l'unanimité par les autres membres.

2. Un membre du groupement ne peut constituer une sûreté sur sa participation dans le groupement qu'après autorisation donnée à l'unanimité par les autres membres, à moins que le contrat de groupement n'en dispose autrement. Le titulaire de la sûreté ne peut, à aucun moment, devenir membre du groupement du fait de cette sûreté.

Article 23

Le groupement ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

Article 24

1. Les membres du groupement répondent indéfiniment et solidairement des dettes de toute nature de celui-ci. La loi nationale détermine les conséquences de cette responsabilité.

2. Jusqu'à la clôture de la liquidation du groupement, les créanciers du groupement ne peuvent poursuivre le paiement des dettes contre un membre, dans les conditions prévues au paragraphe 1, qu'après avoir demandé au groupement de payer et que si le paiement n'a pas été effectué dans un délai suffisant.

Article 25

Les lettres, notes de commande et documents similaires doivent indiquer lisiblement :

- a) la dénomination du groupement précédée ou suivie, soit des mots « groupement européen d'intérêt économique », soit du sigle « GEIE », à moins que ces mots ou ce sigle ne figurent déjà dans la dénomination ;
- b) le lieu du registre visé à l'article 6 où le groupement est immatriculé, ainsi que le numéro d'inscription du groupement à ce registre ;
- c) l'adresse du siège du groupement ;
- d) le cas échéant, la mention que les gérants doivent agir conjointement ;
- e) le cas échéant, la mention que le groupement est en liquidation en vertu des articles 15, 31, 32 ou 36.

Tout établissement du groupement, lorsqu'il est immatriculé conformément à l'article 10, doit faire figurer les indications visées ci-dessus, accompagnées de celles relatives à sa propre immatriculation, sur les documents visés au premier alinéa du présent article qui émanent de cet établissement.

Article 26

1. La décision d'admettre de nouveaux membres est prise à l'unanimité des membres du groupement.

2. Tout nouveau membre répond, dans les conditions prévues à l'article 24, des dettes du groupement, y compris celles découlant de l'activité du groupement antérieure à son entrée.

Il peut toutefois être exonéré, par une clause du contrat de groupement ou de l'acte d'admission, du paiement des dettes nées antérieurement à son entrée. Cette clause n'est opposable aux tiers, dans les conditions visées à l'article 9 paragraphe 1, que si elle est publiée conformément à l'article 8.

Article 27

1. La démission d'un membre du groupement est possible dans les conditions prévues au contrat de

groupement ou, à défaut, avec l'accord unanime des autres membres.

Tout membre du groupement peut, en outre, démissionner pour juste motif.

2. Tout membre du groupement peut être exclu pour des motifs énumérés dans le contrat de groupement et, en tout cas, lorsqu'il contrevient gravement à ses obligations ou lorsqu'il cause ou menace de causer des troubles graves dans le fonctionnement du groupement.

Cette exclusion ne peut avoir lieu que sur décision du tribunal prise à la demande conjointe de la majorité des autres membres, à moins que le contrat de groupement n'en dispose autrement.

Article 28

1. Tout membre du groupement cesse d'en faire partie au moment de son décès ou au moment où il ne répond plus aux conditions fixées à l'article 4 paragraphe 1.

En outre, un État membre peut prévoir, pour les besoins de sa législation en matière de liquidation, de dissolution, d'insolvabilité ou de cessation des paiements, qu'un membre d'un groupement cesse d'en faire partie au moment fixé par ladite législation.

2. En cas de décès d'une personne physique membre du groupement, nul ne peut prendre sa place dans le groupement si ce n'est dans les conditions prévues au contrat de groupement ou, à défaut, avec l'accord unanime des membres restants.

Article 29

Dès qu'un membre cesse de faire partie du groupement, le ou les gérants doivent notifier cette situation aux autres membres ; ils doivent également mettre en œuvre les obligations appropriées énoncées aux articles 7 et 8. En outre, tout intéressé peut mettre en œuvre lesdites obligations.

Article 30

Sauf disposition contraire du contrat de groupement et sans préjudice des droits acquis par une personne en vertu de l'article 22 paragraphe 1 ou de l'article 28 paragraphe 2, le groupement subsiste entre les membres restants, après qu'un membre a cessé d'en faire partie, dans les conditions prévues par le contrat de groupement ou déterminées par une décision unanime des membres considérés.

Article 31

1. Le groupement peut être dissous par une décision de ses membres prononçant cette dissolution. Cette décision est prise à l'unanimité, à moins que le contrat de groupement n'en dispose autrement.

2. Le groupement doit être dissous par une décision de ses membres :

- a) constatant l'arrivée du terme fixé dans le contrat de groupement ou de toute autre cause de dissolution prévue par ce contrat,
ou
- b) constatant la réalisation de l'objet du groupement ou l'impossibilité de le poursuivre.

Si, trois mois après la survenance d'une des situations visées à l'alinéa précédent, la décision des membres constatant la dissolution du groupement n'a pas été prise, tout membre peut demander au tribunal de prononcer cette dissolution.

3. Le groupement doit également être dissous par une décision de ses membres ou du membre restant lorsque les conditions de l'article 4 paragraphe 2 ne sont plus remplies.

4. Après dissolution du groupement par une décision de ses membres, le ou les gérants doivent mettre en œuvre les obligations appropriées énoncées aux articles 7 et 8. En outre, tout intéressé peut mettre en œuvre lesdites obligations.

Article 32

1. À la demande de tout intéressé ou d'une autorité compétente, le tribunal doit prononcer la dissolution du groupement en cas de violation des articles 3 ou 12 ou de l'article 31 paragraphe 3, à moins qu'une régularisation de la situation du groupement ne soit possible et n'intervienne avant qu'il ait été statué sur le fond.

2. Sur demande d'un membre, le tribunal peut prononcer la dissolution du groupement pour juste motif.

3. Un État membre peut prévoir que le tribunal peut, sur demande d'une autorité compétente, prononcer la dissolution d'un groupement ayant son siège dans l'État dont relève cette autorité dans tous les cas où le groupement, par son activité, contrevient à l'intérêt public de cet État, si une telle possibilité existe dans la législation de ce dernier pour des sociétés immatriculées ou d'autres entités juridiques soumises à cette législation.

Article 33

Lorsqu'un membre cesse de faire partie du groupement pour une cause autre que la cession de ses droits dans les conditions prévues à l'article 22 paragraphe 1, la valeur des droits qui lui reviennent ou des obligations qui lui incombent est déterminée sur la base du patrimoine du groupement tel qu'il se présente au moment où ce membre cesse d'en faire partie.

La valeur des droits et obligations du membre sortant ne peut être fixée forfaitairement à l'avance.

Article 34

Sans préjudice de l'article 37 paragraphe 1, tout membre qui cesse de faire partie du groupement rest tenu, dans les conditions prévues à l'article 24, des dettes découlant de l'activité du groupement antérieure à la cessation de sa qualité de membre.

Article 35

1. La dissolution du groupement entraîne sa liquidation.

2. La liquidation du groupement et la clôture de cette liquidation sont régies par le droit national.

3. La capacité du groupement, au sens de l'article 2 paragraphe 2, subsiste jusqu'à la clôture de la liquidation.

4. Le ou les liquidateurs mettent en œuvre les obligations appropriées énoncées aux articles 7 et 8.

Article 36

Les groupements européens d'intérêt économique sont soumis aux dispositions du droit national régissant l'insolvabilité et la cessation des paiements. L'ouverture d'une procédure à l'encontre d'un groupement, pour raison de son insolvabilité ou de sa cessation des paiements n'entraîne pas d'elle-même l'ouverture d'une telle procédure à l'encontre des membres de ce groupement.

Article 37

1. Est substitué à tout délai plus long éventuellement prévu par le droit national applicable, le délai de prescription de cinq ans à compter de la publication conformément à l'article 8, du départ d'un membre du groupement pour les actions contre ce membre relatives aux dettes qui découlent de l'activité du groupement antérieure à la cessation de sa qualité de membre.

2. Est substitué à tout délai plus long éventuellement prévu par le droit national applicable, le délai de prescription de cinq ans à compter de la publication conformément à l'article 8, de la clôture de la liquidation du groupement pour les actions contre le membre du groupement relatives aux dettes qui découlent de l'activité de ce groupement.

Article 38

Lorsqu'un groupement exerce, dans un État membre, une activité qui contrevient à l'intérêt public de cet État, une autorité compétente de celui-ci peut interdire cette activité. La décision de l'autorité compétente de cet État est susceptible de recours devant une autorité judiciaire.

Article 39

1. Les États membres désignent le ou les registres compétents pour procéder à l'immatriculation visée aux articles 6 et 10 et déterminent les règles applicables à celle-ci. Ils fixent les conditions dans lesquelles s'effectue le dépôt des documents visés aux articles 7 et 10. Ils s'assurent que les actes et indications visés à l'article 8 sont publiés dans le bulletin officiel approprié de l'État membre où le groupement a son siège, et prévoient éventuellement les modes de publication des actes et indications visés à l'article 8 point c).

En outre, les États membres s'assurent que chacun peut prendre connaissance, au registre compétent en vertu de l'article 6 ou, le cas échéant, de l'article 10, des documents visés à l'article 7 et en obtenir, même par la poste, copie intégrale ou partielle.

Les États membres peuvent prévoir le paiement des frais afférents aux opérations visées aux alinéas précédents, sans que le montant de ces frais puisse être supérieur au coût administratif.

2. Les États membres s'assurent que les indications qui doivent être publiées au *Journal officiel des Communautés européennes* en vertu de l'article 11 sont communiquées à l'Office des publications officielles des Communautés européennes dans le mois suivant la publication au bulletin officiel visé au paragraphe 1.

3. Les États membres prévoient les sanctions appropriées en cas de manquement aux dispositions des articles 7, 8 et 10 en matière de publicité et en cas de manquement aux dispositions de l'article 25.

Article 40

Le résultat provenant de l'activité du groupement n'est imposable qu'au niveau de ses membres.

Article 41

1. Les États membres prennent les mesures requises en vertu de l'article 39 avant le 1^{er} juillet 1989. Ils les communiquent immédiatement à la Commission.

2. À titre d'information, les États membres communiquent à la Commission les catégories de personnes

physiques, de sociétés et d'autres entités juridiques qu'ils excluent de la participation à un groupement conformément à l'article 4 paragraphe 4.

La Commission en informe les autres États membres.

Article 42

1. Il est institué auprès de la Commission, dès l'adoption du présent règlement, un comité de contact ayant pour mission :

- a) de faciliter, sans préjudice des articles 169 et 170 du traité, la mise en œuvre du présent règlement par une concertation régulière portant notamment sur les problèmes concrets de cette mise en œuvre ;
- b) de conseiller, si nécessaire, la Commission au sujet des compléments ou amendements à apporter au présent règlement.

2. Le comité de contact est composé de représentants des États membres ainsi que de représentants de la Commission.

La présidence est assurée par un représentant de la Commission.

Le secrétariat est assuré par les services de la Commission.

3. Le comité de contact est convoqué par son président, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande d'un de ses membres.

Article 43

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est applicable à partir du 1^{er} juillet 1989, à l'exception des articles 39, 41 et 42 qui sont applicables dès l'entrée en vigueur du présent règlement.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 25 juillet 1985.

Par le Conseil

Le président

J. POOS



COMMISSION
DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES

Bruxelles, septembre 1991

DIRECTION GÉNÉRALE
INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET
DROIT DES SOCIÉTÉS

XV/B/3.

LE GROUPEMENT EUROPÉEN D'INTERET ECONOMIQUE (GEIE)

Mesures d'application du Règlement N° 2137/85 du Conseil du 25.07.1985⁽¹⁾ dans les Etats membres

1. Droit des sociétés et registre du commerce:

A. Ont légiféré

1. BELGIQUE:

- Loi du 12.07.1989, portant diverses mesures d'application du règlement (CEE) N° 2137/85 du Conseil du 25.07.1985 relatif à l'institution d'un G.E.I.E. (Moniteur Belge - 22.08.1989 - p. 14385 et s.)
- Loi du 17.07.1989, loi sur les groupements d'intérêt économique (Moniteur Belge - 22.08.1989 - p. 14391 et s.)
- Arrêté Royal du 27.07.1989, relatif à la publicité des actes et documents des sociétés et des entreprises (M.B. - 22.08.1989 - p. 14400 et s.)

2. DANEMARK:

- Loi N° 217 du 5.4.1989 relative à l'institution de G.E.I.E. (Lovtidende A, loi N° 217, hæfte nr 52, 11.04.1989)
- Règlements administratifs d'application N° 534 et 535 du 07.08.1989 (Lovtidende A, hæfte N° 80, 15.08.1989).

3. Allemagne:

- EWIV - Ausführungsgesetz - 14.4.88 (Bundesgesetzblatt 1988, I, nr. 16, p. 514 et s.)
- Achte Verordnung zur Änderung der Handelsregisterverfügung, 19.06.1989.
- Bundesgesetzblatt I, nr. 28, p. 1113 et s.

4. FRANCE:

- Loi relative aux G.E.I.E., N° 89-377 du 13.06.1989 (Journal Officiel, 15.06.1989, p. 7440 et s.)
- Arrêté du 20.06.1989, relatif à l'immatriculation du G.E.I.E. (Journal Officiel, 30.06.1989, p. 8101 et s.)

(1) JOCE n° L 199 du 31.07.1985, p. 1.

5. IRLANDE:

- European Economy Interest Grouping - Regulation, 1989
Statutory Instruments N° 191 of 1989.

6. PAYS-BAS:

- Loi du 28.06.1989, houdende uitvoering van de verordening N° 2137/85 van de Raad van E.G. van 25.07.1985 tot instelling van Europese Economische Samenwerkingsverbanden (PBEG L 199/1)
(Staatsblad 1989, blad 245....)

7. PORTUGAL:

- Décret-Loi N°148/90, Diario da Republica, I série, n°106 -
09.05.1990, pp.2154-2155.
- Décret-Loi N° 1/91, Diario da Republica, I série, n° 4 -
05.01.91, pp. 74-76.

8. ROYAUME-UNI:

- The European Economic Interest Grouping Regulations
Statutory Instruments 1989 N°638.

9. LUXEMBOURG :

- Loi du 25 mars 1991 portant diverses mesures d'application du règlement CEE n°2137/85; Mémorial A 30 du 11 avril 1991 p.459.

10. ESPAGNE:

- Loi 12/1991 du 29 avril 1991 sur le Groupement d'Intérêt Economique, portant diverses mesures d'application du règlement CEE n°2137/85; Boletín Oficial de Estado (BOE) num.103, 30 abril 1991, p.13638.

- Le Décret Royal N° 1597/1989 du 29.12.1989 portant approbation du règlement relatif au Registre du Commerce permettant antérieurement l'immatriculation de GEIE en Espagne.

11. ITALIE:

Décret-Loi n° 240 du 23 juillet 1991, Gazzetta Ufficiale della Repubblica Italiana - Serie Generale, Anno 132° - Numero 182 -
05.08.91, p.6.

B. En phase d'élaboration

GRECE:

- Un projet de décret présidentiel vient d'être élaboré.

II Dispositions fiscales.

La présente liste est établie sur la base des informations dont la Commission a eu connaissance, mais dont elle ne peut garantir l'exactitude.

1. Belgique:

- Loi du 22.07.1989, art. 14, transposant en droit belge le règlement 2137/85 CEE du 25.07.85.
- Circulaire n°8/1989 du 31.08.89 concernant les dispositions fiscales en matière de TVA et de droit d'apport applicables au GEIE.
- Droit d'apport: exonération du GEIE.

2. Danemark:

- Les GEIE sont traités au Danemark au point de vue fiscal comme des sociétés en nom collectif (Interessentselskab); cf. circulaire du ministère des impôts SKM 589-3721-2.
- Droit d'apport: exonération du GEIE.

3. Allemagne:

- Les GEIE sont traités en Allemagne comme des sociétés en nom collectif (offene Handelsgesellschaft).
- Le principe de la transparence est réglé par l'article 15 de l'Einkommensteuergesetz pour toutes les sociétés de personnes.
- D'autres dispositions fiscales concernant le GEIE:
§§19, 97 Abs.1 Nr.5 Bewstg;
§§179, Abs.2 Satz 2, 180 Abs.1 Nr.1 A O
respectivement § 180 Abs 1 Nr.3 A O (absence de but lucratif);
§ 5 Abs.1 Gewstg'
- Le GEIE en tant que société de personnes n'est pas assujéti au droit d'apport (Gesellschaftssteuer). Le droit sera de toute façon supprimé à la date du 01.01.92.

4. Espagne:

- Décret Royal 1597/1989 du 29.12.89 concernant l'immatriculation des GEIE (capitulo sexto, articulos 37, 38).
- Loi 12/1991 du 29.04.91, art. 30 (régime fiscal du GEIE).
- Droit d'apport: 0,1%.

5. France:

- Impôts directs: art. 239 quater C du code général des impôts
- Droit d'apport de 1% comme les GIE de droit français (art. 809-I 1° du code général des impôts).

6. Grèce:

- Droit d'apport: 1% si le GEIE à un but lucratif ou droit de timbre de 3% dans les autres cas.

7. Irlande:

- Chapter III, section 24, par. 2 of the 1990 Finance Act introduit le principe de la transparence avec référence au Règlement GEIE.
- Selon la section 2 par.1 du Capital Gains Tax Act 1975 le GEIE n'est pas assujéti à cet impôt.

- Autres dispositions applicables au GEIE:

Section 1(5) of the Corporation Tax Act, 1976.

Chapter III, Part IV of the Income Tax Act 1967 (à l'exception de la section 72 par.8) et de la section 4 par.5 et par.3 of schedule 4 of Capital Gains Tax Act 1975 s'appliquent sous réserve des dispositions dans chapitre III section 24 par.5 du 1990 Finance Act.

- Droit d'apport: 1%.

8. Italie:

- Articles 11 et 12 du Décret-Loi n° 240 du 23 juillet 1991.

- Droit d'apport: 1% (Art. 12 §1)

9. Luxembourg:

- Loi du 25 mars 1991, Mémorial du 11 avril 1991 p.460.

- Droit d'apport: exonération du GEIE. (prévision)

10. Pays-Bas:

- Décret du Secrétaire d'Etat aux finances du 01.03.90 nr WDB 90/63.

- Droit d'apport: exonération du GEIE.

11. Portugal:

- Art. 5 code de l'impôt sur le revenu des personnes juridiques IRC.

- Droit d'apport: exonération du GEIE.

12. Royaume-Uni:

- Section 510 A of the Taxes Act 1988.(O.J. N° L 199/1)

- Section 12A and 98B of the Taxes Management Act 1970.(O.J. N°L 199/1)

- Absence de droit d'apport.

**CONVENTION BENELUX CONCERNANT LA COOPERATION TRANSFRONTALIERE
ENTRE COLLECTIVITES OU AUTORITES TERRITORIALES**

Le gouvernement du Royaume de Belgique,
Le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg,
Le gouvernement du Royaume des Pays-Bas,

Conscients des avantages attachés à la coopération transfrontalière tels qu'ils sont définis dans la Convention cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales conclue à Madrid le 21 mai 1980,

Constatant avec satisfaction que les collectivités ou autorités territoriales collaborent déjà souvent entre elles de part et d'autre des frontières intra-Benelux sur base du droit privé,

Souhaitant créer pour celles-ci la possibilité de coopérer également sur la base du droit public,

Considérant que cette coopération répond aux objectifs du Traité instituant l'Union économique Benelux signé à La Haye le 3 février 1958,

Considérant que les chefs de gouvernements et les Ministres des Affaires étrangères des pays du Benelux réunis à La Haye le 10 novembre 1982 ont décidé d'examiner la possibilité d'élaborer au niveau Benelux une Convention-cadre relative à la coopération entre les collectivités ou autorités territoriales, de part et d'autre des frontières.

Vu l'avis émis le 7 juin 1986 par le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux,

Ont décidé de conclure une Convention et sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

1. La présente Convention s'applique aux collectivités ou autorités territoriales citées ci-dessous :

- en Belgique : provinces, communes, associations de communes, centres publics d'aide sociale, polders et wateringues;
- au Luxembourg : communes et syndicats de communes et établissements publics placés sous la surveillance des communes;
- aux Pays-Bas : provinces, communes, wateringues et organismes publics visés dans la Loi concernant les réglementations communautaires (Stb. 1984, 669) pour autant que ladite réglementation les déclare, conformément à la loi précitée, compétents en la matière.

2. Chaque Partie Contractante peut, après concertation avec les pays partenaires et conformément aux règles du droit interne qui lui est propre, désigner de nouvelles collectivités ou autorités territoriales auxquelles s'applique la présente Convention.

Article 2

1. Sans préjudice des possibilités de coopération issues du droit privé, les collectivités ou autorités territoriales des Parties Contractantes, mentionnées dans l'article 1er, peuvent, dans les limites des compétences que leur attribue le droit interne de leur pays, coopérer sur base de la présente Convention en vue de défendre des intérêts communs. Les dispositions essentielles du droit interne de chaque Partie Contractante valable en la matière sont reprises à l'annexe à la présente Convention.
2. Les collectivités ou autorités territoriales visées à l'article 1er peuvent, pour la concrétisation de la coopération, conclure des accords administratifs, ainsi que créer des organes communs ou des organismes publics.
3. Les règles de contrôle et de tutelle auxquelles sont soumises les collectivités ou autorités territoriales en vertu du droit interne des Parties Contractantes, s'appliquent aux décisions prises par les collectivités ou autorités territoriales visées à l'article 1er en vue de collaborer sur base de la présente Convention, ainsi qu'aux décisions d'adhésion et de retrait.

Article 3

1. Si les collectivités ou autorités territoriales mentionnées à l'article 1er décident de créer un organisme public, celles-ci peuvent lui attribuer des compétences de réglementation et d'administration.
2. L'organisme public a la personnalité juridique. La capacité juridique attribuée aux personnes morales nationales ne lui est reconnue sur le territoire de chaque Partie Contractante, que dans la mesure nécessaire à l'accomplissement de sa mission et à la réalisation de ses buts.
3. Les rapports de droit entre l'organisme public et les personnes physiques et morales qui en relèvent, sont régis par le droit qui aurait été applicable si les collectivités ou autorités territoriales mentionnées à l'article 1er avaient exercé elles-mêmes les compétences de réglementation et d'administration attribuées à l'organisme public.
4. Sauf exception prévue dans les statuts de l'organisme public, le droit du lieu d'établissement du siège social de cet organisme est applicable en ce qui concerne le statut de son personnel.
5. Les statuts de l'organisme public ne peuvent pas être en contradiction avec le droit interne des pays concernés et prévoient en tout cas une réglementation pour les points suivants :

- le nom, le siège et l'objet social;
- les tâches, les compétences et le mode de fonctionnement;
- le mode de désignation des membres des organes de gestion et de direction et du président de ceux-ci;
- la portée des obligations envers l'organisme public;
- les modalités d'organisation des réunions et de prise de décisions;
- le caractère public de ses délibérations;
- les règles applicables en matière de budget et comptes;
- les modalités de financement des activités;
- les modalités d'entrée en vigueur, de modification et d'expiration de l'accord;
- les modalités d'adhésion de nouveaux membres et de retrait des membres.

Article 4

1. Les règles de contrôle et de tutelle prévues dans le droit interne des Parties Contractantes s'appliquent par analogie aux décisions prises par les organismes publics en tenant compte de l'article 3, paragraphe 4.
2. Chaque Partie Contractante peut, sans préjudice des dispositions du paragraphe 1er, prévoir la fonction d'un ou de plusieurs commissaire(s) spécial(aux) en matière de coopération transfrontalière dont la mission consiste à sauvegarder les droits du pays dont il(s) relève(nt) et de s'opposer à toute décision prise par les directions des organismes publics visés à l'article 3 qu'il(s) jugerai(en)t de nature à porter atteinte à ces droits ou qui, à son (leur) avis, est en contradiction avec les dispositions légales ou réglementaires. Son(leur) opposition aura pour effet de suspendre l'exécution de la décision prise.
3. Une suspension sur base du premier ou du deuxième paragraphe n'est décrétée qu'après concertation avec le(s) commissaire(s) concerné(s) de l'autre pays ou au moins après notification à celui(ceux)-ci.
4. La décision suspendue est soumise par le commissaire aux autorités compétentes de son pays qui proposent une solution ou soumettent le problème à la Commission spéciale visée à l'article 6.

Article 5

1. Les Parties Contractantes et les provinces ont le droit de désigner séparément ou en commun un fonctionnaire pour les contacts frontaliers.
2. Les problèmes se posant dans le cadre de la coopération transfrontalière peuvent être soumis audit fonctionnaire.
3. Ce fonctionnaire est habilité à proposer des solutions à ces problèmes ou à les soumettre aux organismes publics, collectivités ou autorités territoriales et commissaires concernés, ou à la Commission visée à l'article 6.
4. Ce fonctionnaire est par ailleurs compétent pour recueillir les informations nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

Article 6

1. En vue de l'exécution de la présente Convention, il est institué une Commission spéciale conformément à l'article 31 du Traité d'Union.
2. Cette Commission a pour mission :
 - a) de stimuler et de coordonner les activités concernant la coopération transfrontalière et d'informer les intéressés sur les aspects légaux et autres des projets relatifs à la coopération;
 - b) de rechercher des solutions aux problèmes qui lui sont soumis et portent sur la coopération transfrontalière entre collectivités ou autorités territoriales, objet de la présente Convention;
 - c) d'examiner les différends et les litiges qui surviennent dans le cadre de la coopération transfrontalière basée sur la présente Convention, en vue de les résoudre par voie de conciliation ou de les soumettre au Comité de Ministres;
 - d) de faire annuellement rapport au Comité de Ministres sur l'état de la coopération réalisée sur base de la présente Convention;
 - e) d'accomplir toute autre tâche qui lui sera confiée par le Comité de Ministres dans le cadre de la présente Convention.

Article 7

Le Comité de Ministres statue sur les affaires visées à l'article 6, paragraphe 2, point c) qui lui sont soumises par la Commission spéciale.

Article 8

Le Comité de Ministres peut, par décision prise conformément à l'article 19, point a) du Traité d'Union, formuler les règles complémentaires pour les modalités d'exécution de la présente Convention.

Article 9

1. Chaque Partie Contractante notifie au Secrétaire général de l'Union économique Benelux les modifications survenant dans les dispositions de droit interne indiquées à l'annexe. Le Secrétaire général informe sans délai les autres Parties Contractantes de telles modifications.
2. Les collectivités ou autorités territoriales visées à l'article 1er notifient au Secrétaire général de l'Union économique Benelux toutes les formes de coopération conclues sur base de la présente Convention. Celles-ci sont mentionnées dans le Bulletin Benelux.

Article 10

En exécution de l'article 1er, paragraphe 2 du Traité relatif à l'Institution et au Statut d'une Cour de Justice Benelux, les dispositions de la présente Convention, ainsi que les décisions du Comité de Ministres prises en exécution de celle-ci, sont désignées comme règles juridiques communes pour l'application des chapitres III et IV dudit Traité.

Article 11

En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, la présente Convention ne s'applique qu'au territoire situé en Europe.

Article 12

1. La présente Convention entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle les trois Parties Contractantes auront notifié au Secrétaire général de l'Union économique Benelux qu'il a été satisfait aux exigences constitutionnelles.
2. Elle reste en vigueur aussi longtemps que le Traité instituant l'Union économique Benelux.

Article 13

1. Chaque Partie Contractante peut dénoncer la présente Convention, après consultation des autres Parties Contractantes, par une notification envoyée à cet effet au Secrétaire général de l'Union économique Benelux. Le Secrétaire général informe sans délai les autres Parties Contractantes de cette notification.
2. La dénonciation prend effet six mois après la date de la réception par le Secrétaire général de la notification visée au paragraphe 1.
3. Cette dénonciation ne porte pas atteinte aux formes de coopération déjà réalisées sur la base de la présente Convention, ni à l'effet des dispositions de la présente Convention qui sont directement applicables à ces formes de coopération, à moins que les Parties Contractantes en conviennent autrement. Dans ce cas, elles déterminent les conséquences juridiques de la cessation de la coopération.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment mandatés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Bruxelles, le 12.9.1986 en triple exemplaire, en langues néerlandaise et française, les deux textes étant authentiques.

Pour le gouvernement du Royaume de Belgique, L. TINDEMANS

Pour le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, R. GOEBBELS

Pour le gouvernement du Royaume des Pays-Bas, W.D. van den BERG

**REFERENCES DU DROIT INTERNE DES 3 PAYS VISE A
L'ARTICLE 2 DE LA CONVENTION**

Luxembourg

- Constitution du Grand-Duché de Luxembourg du 17 octobre 1868
- Décrets du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités
- Décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire
- Loi du 16 vendémiaire AN V (7 octobre 1796) qui conserve les hospices dans la jouissance de leurs biens et règle la manière de les administrer
- A.R. grand-ducal du 11 décembre 1846 concernant la réorganisation et le règlement des bureaux de bienfaisance
- Loi du 26 juillet 1986 portant a) création du droit à un revenu minimum garanti ; b) création d'un service national d'action sociale ; c) modification de la loi du 30 juillet 1960 concernant la création d'un fonds national de solidarité
- Loi communale du 13 décembre 1988
- Loi du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes

Belgique

- Constitution belge du 7 février 1831
- Loi provinciale du 30 avril 1836
- Loi du 5 juillet 1956 relative aux wateringues
- Loi du 3 juin 1957 relative aux polders
- Loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale
- Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles
- Loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone
- Loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales
- Décret du Conseil flamand du 1er juillet 1987 relatif au fonctionnement des intercommunales, à leur contrôle et à la détermination de leur ressort
- Décret du Conseil Régional wallon du 5 novembre 1987 relatif aux intercommunales dont le ressort ne dépasse pas les limites de la Région wallonne
- Nouvelle Loi communale du 24 juin 1988, ratifiée par la Loi du 26 mai 1989
- Décret du Conseil flamand du 7 juin 1989 fixant, pour la Région flamande, des règles relatives à l'organisation et à l'exercice de la tutelle administrative des communes
- Décret du Conseil Régional wallon du 20 juillet 1989 organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne

Pays-Bas

- Constitution (Stb. 1983, 15 à 51)
- Loi sur les réglementations communes (Stb. 1984, 669)
- Loi concernant la juridiction administrative des décisions des pouvoirs publics (Stb. 1975, 284)
- Loi électorale (Stb. 1951, 290)
- Loi communale (Stb. 1851, 85)
- Loi sur la publicité au niveau de la gestion administrative (Stb. 1978, 581)
- Loi sur le Conseil d'Etat (Stb. 1962, 88)
- Loi provinciale (Stb. 1962, 17)
- Loi sur le Waterstaat 1900 (Stb. 1900, 176)

ANNEXE 4

CONVENTION GERMANO-NEERLANDAISE

SUR LA COOPERATION TRANSFRONTALIERE

DES COLLECTIVITES OU AUTORITES TERRITORIALES ET AUTRES ORGANISMES PUBLICS

Convention entre le Royaume des Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne, le Land de Basse-Saxe et le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales et autres organismes publics.

Le Royaume des Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne, le Land de Basse-Saxe et le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie,

Conscients des avantages attachés à la coopération transfrontalière tels qu'ils sont définis dans la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des autorités ou collectivités territoriales conclue à Madrid le 21 mai 1980,

Désireux d'offrir à ces collectivités ou autorités et autres organismes publics la possibilité de coopérer sur des bases de droit public,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1 - Champ d'application

(1) Cette Convention s'applique

1. dans le Royaume des Pays-Bas, aux "provincies" et "gemeenten",
2. dans le Land de Basse-Saxe, aux communes, groupements de communes et districts,

3. dans le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie, aux communes, districts, associations de communes et à l'association intercommunale de la Ruhr.

- (2) Les "Openbare lichamen" au sens de l'article 8 de la "Wet gemeenschappelijke regelingen" du 20 décembre 1984 (Stb. 1984, 667), amendée en dernier lieu par la loi du 13 décembre 1990 (Stb. 1990, 609) et les syndicats de collectivités territoriales (Zweckverbände) peuvent participer à la coopération transfrontalière si leurs statuts nationaux le leur permettent.
- (3) En accord avec les autres Etats contractants, chaque Etat contractant peut désigner d'autres collectivités ou autorités communales auxquelles s'appliqueront en outre les dispositions de cette Convention.
- (4) L'alinéa 3 s'applique mutatis mutandis à d'autres personnes morales de droit public pour autant que le droit interne permette leur participation et que des collectivités ou autorités communales nationales participent également à ces formes de coopération transfrontalière. Dans ces conditions, la participation de personnes de droit privé est également admise à l'exception du type de coopération prévu à l'article 6.
- (5) Cette Convention ne s'applique pas aux formes de coopération auxquelles ne participent que des organismes publics allemands ou néerlandais.
- (6) Sont considérés comme organismes publics au sens de cette Convention, les personnes mentionnées aux paragraphes 1, 2 et 3 ainsi que celles comprises au paragraphe 4.

Article 2 - But et formes de la coopération

- (1) Dans les limites de leurs compétences telles qu'elles résultent du droit interne, les organismes publics peuvent coopérer en vertu de cette Convention afin de favoriser, par là, l'accomplissement efficace et adéquat des tâches qui leur incombent.
- (2) Sans préjudice des possibilités reconnues par le droit civil, la coopération peut se faire par la voie de :
 1. la constitution de syndicats de collectivités territoriales,
 2. la conclusion d'accords de droit public,
 3. la constitution de groupes de travail communaux.

Article 3 - Le syndicat de collectivités territoriales

- (1) Afin d'accomplir en commun des tâches que, selon les dispositions de droit interne respectivement applicables à chacun, peut exercer un syndicat de droit public, les organismes publics peuvent constituer un syndicat de collectivités territoriales.
- (2) Le syndicat de collectivités territoriales est une collectivité de droit public. Il possède la capacité juridique.
- (3) En l'absence d'autres dispositions de la présente Convention, le syndicat de collectivités territoriales est soumis à la législation de l'Etat contractant sur le territoire duquel il a son siège.

Article 4 - Statuts et structure interne du syndicat
de collectivités territoriales

- (1) Aux fins de la constitution du syndicat de collectivités territoriales, les organismes publics intéressés conviennent de ses statuts.
- (2) Les organes du syndicat de collectivités territoriales sont l'assemblée du syndicat et le conseil du syndicat. Les statuts du syndicat peuvent, dans le respect de la législation interne de chaque Etat, prévoir d'autres organes.
- (3) Les statuts du syndicat doivent comporter des dispositions concernant :
1. les membres du syndicat,
 2. les tâches et les pouvoirs du syndicat de collectivités territoriales,
 3. le nom et le siège du syndicat de collectivités territoriales,
 4. les compétences des organes du syndicat de collectivités territoriales et le nombre de représentants des organismes publics au sein de ces organes,
 5. la procédure de convocation,
 6. les majorités exigées pour la prise de décisions,
 7. la publicité des séances,
 8. la langue et la forme des procès-verbaux de séance,
 9. la manière dont les représentants des organismes publics au sein de l'assemblée du syndicat informent les organes de ces organismes qui les y ont envoyés,
 10. la manière dont l'organisme public peut demander au représentant qu'il a délégué au sein de l'assemblée du syndicat de lui rendre des comptes pour son activité au sein de cette assemblée,

11. la manière dont l'assemblée du syndicat informe les organismes publics qui ont convenu des statuts du syndicat,
12. le type de comptabilité,
13. la fixation de la contribution des membres du syndicat,
14. l'adhésion et le retrait des membres du syndicat,
15. la dissolution du syndicat de collectivités territoriales,
16. la liquidation du syndicat de collectivités territoriales suite à sa dissolution.

Ils peuvent contenir d'autres dispositions.

- (4) les modifications apportées aux statuts du syndicat nécessitent une majorité de deux tiers au moins du nombre statutaire des représentants des organismes publics au sein de l'assemblée du syndicat. Les statuts du syndicat peuvent prévoir des conditions supplémentaires.
- (5) La délégation de représentants d'organismes publics au sein de l'assemblée du syndicat obéit au droit interne de chaque Etat. Il en est de même des droits et obligations de ces représentants vis-à-vis des organismes qui les ont délégués, sauf si la présente Convention en dispose autrement.

Article 5 - Pouvoirs des syndicats de collectivités
territoriales vis-à-vis des tiers

- (1) Le syndicat de collectivités territoriales n'est pas habilité à imposer, par voie de norme juridique ou d'acte administratif individuel, des obligations à des tiers.

- (2) Les membres du syndicat de collectivités territoriales sont tenus vis-à-vis de celui-ci de prendre, dans les limites des pouvoirs que leur reconnaît le droit interne, toutes les mesures nécessaires à l'accomplissement de ses tâches.

Article 6 - Accord de droit public

- (1) Les organismes publics peuvent conclure entre eux un accord de droit public. En vertu de leur droit interne, les organismes publics intéressés sont habilités à le faire. Cet accord doit revêtir la forme écrite.
- (2) Un accord de droit public permet notamment à un organisme public d'assumer les tâches d'un autre organisme public, au nom et selon les instructions de ce dernier, dans le respect du droit interne de ce dernier.
- Il ne peut être conclu d'accord permettant d'assumer, en son nom propre, les tâches d'un autre organisme public.
- (3) L'accord de droit public doit comporter une disposition déterminant si et dans quel rapport entre eux les organismes publics intéressés peuvent convenir d'une exonération de leur responsabilité vis-à-vis des tiers.
- (4) L'accord de droit public doit contenir une disposition relative aux conditions dans lesquelles il est mis fin à la coopération.

- (5) A moins que la présente Convention n'en dispose autrement, le droit applicable est celui de l'Etat contractant sur le territoire duquel doit être accomplie l'obligation en cause résultant de l'accord.

Article 7 - Groupe de travail communal

- (1) Des organismes publics peuvent constituer un groupe de travail communal au moyen d'un accord écrit. Un groupe de travail communal délibère, conformément à l'accord conclu, des questions d'intérêts commun à ses membres.
- (2) Un groupe de travail communal ne peut prendre de décision liant ses membres ou des tiers.
- (3) L'accord doit comporter des dispositions concernant :
1. les domaines dans lesquels le groupe de travail communal doit exercer son activité,
 2. le fonctionnement du groupe de travail
 3. le siège du groupe de travail.
- (4) A moins que cette Convention n'en dispose autrement, le droit applicable au groupe de travail communal est celui de l'Etat contractant sur le territoire duquel le groupe de travail a son siège.

Article 8 - Conditions de validité des mesures
de coopération transfrontalière

- (1) Il ne peut être procédé, avec force de droit, à la stipulation et à la modification des formes de coopération prévues à l'article 2 al. 2 que si les dispositions du droit interne des organismes publics intéressés en matière de :
1. compétence et capacité de décision des organes des organismes publics,
 2. règles de forme
 3. autorisation et
 4. communication
- ont été respectées.
- (2) Les organismes publics au sens de l'article 1 sont tenus d'attirer l'attention des organismes publics situés dans d'autres Etats contractants sur les exigences de l'alinéa 1.

Article 9 - Contrôle

- (1) Si le droit interne le prévoit, les organismes publics intéressés informent leurs autorités de contrôle des motifs, modifications et fin des formes de coopération visées à l'article 2 alinéa 2 auxquelles ils participent.
- (2) Il n'est pas porté atteinte aux pouvoirs de contrôle qu'exercent les autorités compétentes des Etats contractants sur les organismes publics soumis à leur contrôle.

- (3) Le contrôle des syndicats de collectivités territoriales et des groupes de travail communaux constitués sur la base de la présente Convention relève des autorités de contrôle, compétentes en vertu du droit interne, de l'Etat contractant sur le territoire duquel ils ont leur siège. L'autorité de contrôle veille au respect des intérêts de tous les organismes publics des autres Etats contractants faisant partie du syndicat de collectivités territoriales ou du groupe de travail communal.
- (4) Les autorités de contrôle compétentes en vertu de l'alinéa 3 et celles des autres Etats contractants compétentes pour contrôler les organismes publics intéressés se fournissent, sur demande, tous les renseignements et s'informent réciproquement des mesures et résultats principaux de leur activité de contrôle pour autant qu'il puisse en résulter des conséquences sur la coopération. Les mesures de contrôle concernant les syndicats de collectivités territoriales ou les groupes de travail communaux ne peuvent être adoptées que d'un commun accord avec les autorités de contrôle compétentes des autres Etats contractants sauf si elles ne peuvent être différées.
- (5) Avant de prendre des mesures concernant la coopération visée à l'article 6, l'autorité de contrôle d'un des Etats contractants informe les autorités de contrôle compétentes de l'autre Etat contractant dans le but de provoquer une concertation sauf si la mesure ne peut être différée.

Article 10 - Juridiction compétente et droits des tiers

- (1) Vis-à-vis d'un organisme public en faveur ou au nom duquel un syndicat de collectivités territoriales ou tout autre organisme public exerce une activité, les tiers se voient maintenus dans tous les droits qu'ils auraient si cette activité n'avait pas été menée à bien dans le cadre de la coopération transfrontalière. La juridiction compétente se détermine en fonction du droit de l'Etat contractant de l'organisme public dont l'activité a été accomplie.
- (2) Outre celle des organismes publics cités à l'alinéa 1, la responsabilité du syndicat de collectivités territoriales ou de l'organisme public accomplissant une activité est également engagée. Les droits des tiers à leur rencontre s'exercent conformément à la législation de l'Etat contractant sur le territoire duquel ils ont leur siège.
- (3) Lorsqu'un droit visé à l'alinéa 1 est revendiqué à l'encontre d'un organisme public pour lequel a agi un syndicat de collectivités territoriales, ce dernier est tenu, vis-à-vis de l'organisme public, de dégager celui-ci de sa responsabilité vis-à-vis des tiers.

Si le droit est revendiqué à l'encontre d'un organisme public ayant agi dans le cadre d'un accord visé à l'article 6, la responsabilité de ces deux organismes entre eux se détermine d'après la règle de l'accord adoptée conformément à l'article 6 alinéa 3.

Article 11 - Juridiction compétente en cas de litiges
entre les organismes publics

- (1) En cas de litiges de droit public entre organismes publics, syndicats de collectivités territoriales ou groupe de travail communaux, nés de la coopération transfrontalière, la juridiction compétente se détermine d'après le droit de l'Etat contractant sur le territoire duquel le défendeur a son siège.
- (2) Les organismes publics intéressés peuvent conclure une convention d'arbitrage.

Article 12 - Clause de champ d'application

Pour ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, cette Convention ne s'applique qu'au territoire situé en Europe.

Article 13 - Entrée en vigueur

La Convention entrera en vigueur au premier jour du deuxième mois suivant le jour auquel le dernier Etat signataire aura fait savoir aux autres Etats signataires que les conditions internes de l'entrée en vigueur de la Convention sont remplies.

Article 14 - Durée de validité et dénonciation

- (1) La présente Convention est conclue pour une durée indéterminée.
- (2) Tout Etat contractant peut signifier aux autres Etats contractants la dénonciation, avec effet à la fin d'une année civile, de la présente Convention moyennant respect d'un préavis de deux ans.
- (3) En cas de dénonciation par le Land de Basse-Saxe ou le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie, la Convention continue à produire ses effets entre les autres Etats contractants. En cas de dénonciation par l'un de ces Etats, l'autre Etat peut, dans les trois mois de la notification de la dénonciation, déclarer se rallier à celle-ci.
- (4) La dénonciation de la Convention n'affecte pas les mesures de coopération devenues effectives avant la caducité de celle-ci ni les dispositions de la Convention qui concernent directement les formes de la coopération.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait le 23 mai 1991 à Isselburg-Anholt, en quatre exemplaires, chacun en néerlandais et en allemand, les deux textes faisant également foi.

Pour le Royaume des Pays-Bas

Pour la République fédérale d'Allemagne,

Pour le Land de Basse-Saxe,

Pour le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie

Cette publication est aussi éditée dans les langues suivantes :

DA	
DE	en préparation
GR	
EN	en préparation
ES	en préparation
FR	disponible
IT	en préparation
NL	
PT	

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source

Printed in Luxembourg

